



Agriculture et
Agroalimentaire Canada

Agriculture and
Agri-Food Canada

Canada



2014

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale Recueil de données



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale, Recueil de données, 2014

Mars 2015

Préparé par :

Direction de la recherche et de l'analyse, Direction générale des politiques stratégiques
Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC)

Documents provenant de tiers

Certains documents et éléments graphiques de cette publication sont assujettis aux droits d'auteur d'autres organisations, en particulier dans le cas de sites exploités conjointement par une institution du gouvernement du Canada et une organisation externe, dans le cadre d'un accord de collaboration. Dans de tels cas, certaines restrictions sur la reproduction de documents ou d'éléments graphiques peuvent s'appliquer et il peut être nécessaire d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur avant de faire la reproduction.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, (2015) N° de catalogue A31-1/2014F-PDF
ISSN 1494-5223
N° AAC 12331F

Version électronique disponible à www.agr.gc.ca/publicationseconomiques

Issued also in English under the title Farm Income, Financial Conditions and Government Assistance Data Book, 2014

Pour de plus amples renseignements, veuillez nous contacter à info@agr.gc.ca ou composez sans frais le 1-855-773-0241.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
SOMMAIRE	3
SECTION A	
Revenu agricole	5
Méthodologie relative au revenu agricole	15
SECTION B	
Situation financière	17
Méthodologie relative à la situation financière des exploitations agricoles	31
SECTION C	
Dépenses publiques au secteur agroalimentaire	33
Méthodologie relative aux dépenses publiques	51
SECTION D	
Estimations du soutien à l'agriculture	55
Méthodologie relative aux indicateurs de soutien de l'OCDE	63

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2004-2013	7
Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2008-2013	10
Tableau A.3 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2011-2013	12
Tableau A.4 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada, 2011-2013	13

SECTION B : Situation financière

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, au 31 décembre, 2004-2013	19
Tableau B.2 : Dette agricole en cours, Canada et provinces, 2004-2013	20
Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1998-2013	21
Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2008-2009 à 2013-2014	22
Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés dans le cadre de la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA), 2006-2007 à 2013-2014	23
Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009-2013	24
Tableau B.7 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Ontario et au Michigan/Ohio/Indiana, 2013 et 2014	29
Tableau B.8 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants au Manitoba et au Minnesota/Dakota du Nord, 2013 et 2014	29
Tableau B.9 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Saskatchewan et au Montana, 2013 et 2014	30
Tableau B.10 : Dépenses d'exploitation agricole, Canada, 2009-2013	30

SECTION C : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2014-2015	35
Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015	37
Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015	43
Tableau C.4 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015	47
Tableau C.5 : Importance du PIB agroalimentaire et des dépenses publiques au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015	49

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2011-2013	57
Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013	58
Tableau D.3 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013	59
Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013	60
Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013	60
Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013.	61
Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013	62
Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013	62

LISTE DES GRAPHIQUES

SECTION A. Revenu agricole

Graphique A.1a : Revenu monétaire net (dollars courant), Canada, 2004-2013	9
Graphique A.1b : Revenu monétaire net (dollars de 2007), Canada, 2004-2013	9

SECTION B. Situation financière

Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole selon la catégorie d'actifs, Canada, au 31 décembre, 2009-2013	19
Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole selon la catégorie de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2009-2013	20
Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2013	21
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des prêts en cours de FAC, par province, au 31 mars 2014	22
Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la LCPA, exercice 2013-2014	23
Graphique B.6 : Taux hypothécaire conventionnel et taux d'intérêt préférentiel, 2005-2013	28

SECTION C. Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada, 2007-2008 à 2014-2015	35
Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale	36
Graphique C.3 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, 2013-2014 et 2014-2015	48

ABRÉVIATIONS

CCB	Commission canadienne du blé	LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative
CNS	Coefficient nominal de soutien		
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net	LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs	PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
ESP	Estimation du soutien aux producteurs	PDF	Programme de données fiscales
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général	PIB	Produit intérieur brut
EST	Estimation du soutien total	SEE	Société pour l'expansion des exportations
FAC	Financement agricole Canada	TSA	Transferts au titre d'un seul produit
LCPA	Programme de la Loi canadienne sur les prêts agricoles		

SIGNES CONVENTIONNELS

n.c.	non calculé
..	non disponible
x	confidentiel ou trop peu fiable pour être publié

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : la section A renferme de l'information relative au revenu agricole; la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles; la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire; la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien aux producteurs. Des notes sur la méthodologie utilisée sont fournies à la fin de chaque section. Le présent document renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers.

COORDONNÉES

SECTION A : Revenu agricole

Revenu agricole global

Robert Koroluk
Tél : 613-773-2428
Courriel : robert.koroluk@agr.gc.ca

Revenu agricole familial et revenu agricole à l'échelle de la ferme

Katrin Nagelschmitz
Tél : 613-773-2087
Courriel : katrin.nagelschmitz@agr.gc.ca

SECTION B : Situation financière

Dette agricole; faillites agricoles; prêts de Financement agricole Canada (FAC); *Loi canadienne sur les prêts agricoles* (LCPA); actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, en moyenne

Katrin Nagelschmitz
Tél : 613-773-2087
Courriel : katrin.nagelschmitz@agr.gc.ca

Le taux hypothécaire de FAC, les prix des engrais et des carburants, et les dépenses

Xianqiang Zhang
Tél : 613-773-2426
Courriel : xianqiang.zhang@agr.gc.ca

SECTION C : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Luc Tanguay
Tél : 613-773-2441
Courriel : luc.tanguay@agr.gc.ca

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay
Tél : 613-773-2441
Courriel : luc.tanguay@agr.gc.ca

SOMMAIRE

REVENU AGRICOLE, SITUATION FINANCIÈRE ET AIDE GOUVERNEMENTALE RECUEIL DE DONNÉES

Le recueil de données " Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale " rassemble des séries de données historiques provenant de plusieurs sources en un document pratique pour les utilisateurs de données sur les principaux indicateurs économiques et financiers du secteur agricole. Le recueil donne une vue d'ensemble de la situation de l'agriculture primaire et des dépenses que font les gouvernements pour assurer le dynamisme et la compétitivité du secteur. Ce recueil fournit également des renseignements utiles sur l'aide publique versée au secteur et qui sont difficiles à obtenir autrement.

Les renseignements inclus dans le recueil sont fournis par plusieurs organisations d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et par d'autres ministères fédéraux. Ils sont aussi préparés en consultation avec les ministères provinciaux responsables de l'agriculture.

Le recueil de données est divisé en quatre sections. La section A présente des renseignements relatifs au revenu agricole. La section B contient des renseignements sur la situation financière des exploitations agricoles. La section C renferme des données sur les dépenses publiques au secteur agroalimentaire et la section D présente les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes intégrées à la fin de chaque section fournissent des renseignements sur la méthodologie. Chaque édition du recueil présente les données les plus récentes sur les principaux indicateurs économiques et financiers.

POINTS SAILLANTS

Section A - Revenu agricole

- En 2013, les recettes tirées des productions végétales et animales ont totalisé 52,2 milliards de dollars, soit le niveau le plus élevé depuis les 10 dernières années (2004-2013). L'augmentation des recettes tirées du marché en 2013 est attribuable aux recettes élevées des productions végétales (30,6 milliards de dollars) et des productions animales (21,5 milliards de dollars), lesquelles ont atteint leur plus haut niveau en 10 ans.
- En 2013, le revenu monétaire net s'est chiffré à 12,7 milliards de dollars, ce qui représente le niveau le plus élevé entre 2004 et 2013 et qui dépasse le dernier record de 12,4 milliards de dollars établi en 2012. À titre de comparaison, le revenu monétaire net le plus faible au cours de la même période a été de 5,9 milliards de dollars, en 2006.

- Les paiements des programmes sont passés de 2,7 milliards de dollars en 2013 par rapport à 3,4 milliards de dollars l'année précédente. De manière générale, les revenus élevés réalisés depuis 2008 grâce aux conditions favorables des marchés ont réduit les besoins en matière de paiements de programmes.
- Les résultats provisoires pour 2013 montrent qu'avec des revenus d'exploitation moyens de 594 778 \$, Terre-Neuve-et-Labrador est la province où l'on retrouve les plus grandes entreprises agricoles. C'est en Saskatchewan que l'on retrouve les exploitations agricoles les plus petites, avec des revenus d'exploitation moyens atteignant 316 928 \$ en 2013. À l'échelle nationale, les entreprises agricoles enregistraient en moyenne des revenus d'exploitation de 387 948 \$ et des dépenses d'exploitation de 318 276 \$ en 2013, ce qui représente un bénéfice net d'exploitation moyen de 69 673 \$. Il s'agit d'une augmentation de 3 % par rapport au bénéfice net d'exploitation moyen enregistré l'année précédente, lequel se chiffrait à 67 402 \$.
- Le bénéfice net d'exploitation varie considérablement selon le type d'exploitation agricole. En 2013, les producteurs de pommes de terre ont enregistré le bénéfice net d'exploitation moyen le plus élevé (216 130 \$), suivis des producteurs de volailles et d'œufs (195 119 \$). Le bénéfice net d'exploitation moyen des producteurs de céréales et d'oléagineux s'est chiffré à 93 823 \$; 79 110 \$ pour les producteurs de légumes et de melons; 38 146 \$ pour les producteurs de fruits et de noix; 12 142 \$ pour les éleveurs de bovins. Les éleveurs de porcs ont réalisé un bénéfice net d'exploitation moyen de 104 258 \$, ce qui représente une baisse de 6 % par rapport à l'année précédente.

Section B - Situation financière des exploitations agricoles

- Les agriculteurs contractent des dettes pour assumer des obligations financières à court terme et pour investir dans leur exploitation afin de tirer profit de nouveaux débouchés commerciaux. En 2013, la dette agricole totale au Canada s'élevait à 78,0 milliards de dollars.
- En 2013, 66 exploitations agricoles ont déclaré faillite, ce qui représente une hausse par rapport aux 46 faillites de l'année précédente, mais demeure tout de même bas par rapport aux données historiques. L'Ontario (18 faillites), le Québec (13 faillites) et le Manitoba (13 faillites) sont les provinces ayant enregistré le nombre le plus élevé de faillites. Le nombre de faillites agricoles suit une tendance à la baisse depuis 1998.

- Financement agricole Canada (FAC) a approuvé 46 288 nouveaux prêts en 2013-2014. Le montant moyen des prêts approuvés par FAC s'est élevé à 163 649 \$.
- Au total, 1 747 nouveaux prêts ont été enregistrés en vertu de la Loi canadienne sur les prêts agricoles (anciennement la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative) en 2013-2014. Près de trois nouveaux prêts sur quatre ont été octroyés à la Saskatchewan.
- De façon générale, les bilans des exploitations agricoles ont été encourageants en 2013. En moyenne, les exploitations agricoles canadiennes ont déclaré 2,8 millions de dollars d'actifs et 0,5 million de dollars de dettes, totalisant un avoir net de 2,3 millions de dollars. On observe des variations considérables selon le type d'exploitation. L'avoir net moyen est de : 5,5 millions de dollars pour les élevages avicoles; 4,4 millions pour les producteurs de pommes de terre; 3,4 millions pour les fermes laitières; 2,6 millions pour les élevages de porcs; 2,5 millions pour les exploitations céréalières; 1,7 million pour les élevages de bovins de boucherie. Les exploitations de la Colombie-Britannique ont déclaré les actifs les plus élevés au Canada, soit 3,6 millions de dollars, suivies de l'Alberta, à 3,5 millions de dollars. Cependant, au chapitre des valeurs nettes moyennes, les exploitations agricoles de l'Alberta ont enregistré les plus élevées à 3,0 millions de dollars, suivies de celles de la Colombie-Britannique à 2,8 millions de dollars.
- À l'automne 2014, l'ammoniac anhydre coûtait en moyenne 962 \$ la tonne en Ontario, 793 \$ la tonne au Manitoba et 850 \$ la tonne en Saskatchewan. Les agriculteurs de l'Ontario ont payé l'ammoniac anhydre moins cher que ceux des États américains voisins (Michigan, Ohio et Indiana) tandis que les agriculteurs du Manitoba l'ont payé moins cher que ceux du Minnesota et du Dakota du Nord. Les agriculteurs de la Saskatchewan ont payé un prix plus élevé pour l'essence que leurs homologues de l'Ontario et du Manitoba, alors que les prix du diesel ont été semblables dans les trois provinces. Les agriculteurs de l'Ontario et du Manitoba se sont procuré de l'essence à un prix plus élevé que leurs voisins américains, alors que seul l'Ontario a payé plus cher pour le diesel.
- Les dépenses totales reliées à l'exploitation agricole ont augmenté de 2 % par rapport à l'année précédente pour s'établir à 48,5 milliards de dollars en 2013. Une bonne partie de cette hausse est attribuable à l'augmentation de l'amortissement, des loyers, du coût des pesticides, des intérêts, d'autres dépenses et des salaires en espèces, mais la baisse du prix des engrais l'a compensée en partie.

Section C - Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

- Le total des dépenses publiques consacrées au soutien du secteur agricole et agroalimentaire a diminué de 9 % en 2013-2014, passant à 6,00 milliards de dollars. Les dépenses fédérales ont diminué de 10 % pour s'établir à 3,02 milliards de dollars alors que les dépenses provinciales ont connu une baisse de 8 % pour s'établir à 2,98 milliards de dollars.
- On prévoit en 2014-2015 que les dépenses fédérales connaîtront une baisse de 10 % pour s'établir à 2,72 milliards de dollars, tandis que les dépenses provinciales chuteront de 3 % pour s'établir à 2,88 milliards de dollars. Au total, on s'attend à ce que les dépenses connaissent une baisse de 7 % pour s'établir à 5,61 milliards de dollars.
- En 2013-2014, les paiements de programmes fédéraux, lesquels sont composés principalement des paiements versés directement aux producteurs, devraient diminuer pour totaliser 1,18 milliard de dollars. Ces paiements devraient demeurer inchangés en 2014-2015. Au cours de la même période, les paiements de programmes provinciaux devraient diminuer en 2013-2014 pour s'établir à 1,38 milliard de dollars et également diminuer en 2014-2015 pour s'établir à 1,14 milliard de dollars.
- En 2013-2014, les catégories affichant les dépenses les plus élevées sont les paiements de programmes ainsi que la recherche et l'inspection. Ces deux catégories représentent respectivement 75 % et 54 % des dépenses fédérales et provinciales. Cependant, la part des dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection est de 39 % à l'échelon fédéral et de 12 % à l'échelon provincial.

Section D - Estimation du soutien au secteur agricole

- Exprimée en pourcentage des recettes agricoles brutes, l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) au Canada a diminué, passant de 15 % en 2012 à 12 % en 2013.
- De 2012 à 2013, le niveau de soutien exprimé en pourcentage des recettes agricoles brutes a diminué aux États-Unis (de 8 % à 7 %). Il est demeuré inchangé en Australie (2 %), dans l'Union européenne (20 %), au Mexique (12 %) et en Nouvelle Zélande (1 %).
- Au fil du temps, le soutien à des produits particuliers est en baisse, mais certains produits reçoivent encore aujourd'hui beaucoup de soutien. On mesure le niveau de ce soutien par l'intermédiaire des transferts au titre d'un seul produit (TSA), indicateur qui mesure les transferts liés à la production d'un seul produit. Cet indicateur est exprimé en pourcentage des recettes brutes pour un produit particulier. En 2013, le lait est le produit qui a reçu le plus haut niveau de soutien au Canada, fort d'un TSA de 44 %. Dans l'Union européenne, c'est le bœuf et le veau qui ont reçu le plus haut niveau de soutien, avec un TSA de 40 %. Aux États-Unis, aucun produit n'a affiché un TSA supérieur à 10 %.



SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2004-2013

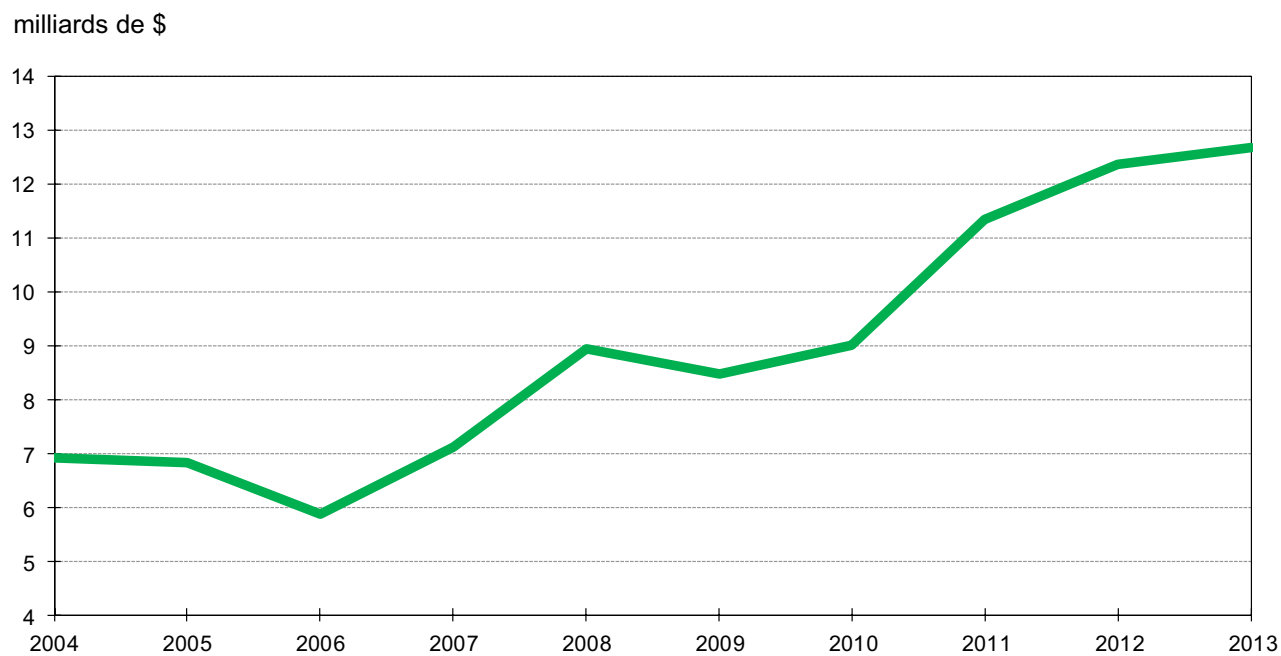
	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Recettes des cultures											
2004	16	186	141	178	1 449	3 558	1 812	3 255	2 656	1 169	14 420
2005	14	197	139	188	1 491	3 606	1 300	3 169	2 431	1 077	13 612
2006	17	234	150	223	1 581	3 794	1 291	3 690	2 641	1 108	14 729
2007	18	236	123	207	1 690	4 125	2 223	5 228	3 484	1 113	18 448
2008	15	241	125	221	2 160	4 605	2 777	7 017	4 738	1 115	23 016
2009	18	256	123	249	2 140	4 725	2 816	7 298	4 417	1 172	23 214
2010	18	252	129	236	2 111	5 203	2 683	6 675	3 784	1 210	22 302
2011	17	318	139	271	2 410	5 507	2 550	8 189	5 189	1 237	25 827
2012	17	319	152	254	2 648	6 420	2 718	9 151	6 476	1 329	29 484
2013	17	321	160	293	2 742	6 424	3 404	9 590	6 303	1 365	30 620
Recettes du bétail											
2004	70	123	290	208	4 018	4 365	1 615	1 447	3 914	1 004	17 056
2005	74	129	300	209	4 011	4 495	1 832	1 783	4 358	1 192	18 384
2006	79	121	303	204	3 869	4 350	1 801	1 724	4 193	1 133	17 776
2007	87	127	318	219	4 096	4 550	1 753	1 705	4 301	1 172	18 328
2008	93	120	349	224	4 321	4 792	1 716	1 730	4 266	1 298	18 911
2009	89	119	324	223	4 242	4 591	1 651	1 484	4 080	1 252	18 055
2010	99	125	355	217	4 485	4 716	1 748	1 530	4 400	1 213	18 888
2011	101	133	373	245	4 893	5 305	1 920	1 637	4 419	1 302	20 329
2012	112	143	419	252	4 928	5 326	1 934	1 688	4 698	1 375	20 875
2013	120	144	423	259	5 052	5 515	1 992	1 893	4 775	1 367	21 540
Recettes totales du marché											
2004	86	309	432	385	5 468	7 923	3 427	4 702	6 571	2 172	31 476
2005	88	326	439	397	5 502	8 101	3 132	4 952	6 789	2 269	31 995
2006	95	355	453	426	5 450	8 144	3 091	5 414	6 834	2 241	32 505
2007	105	363	441	426	5 786	8 675	3 977	6 933	7 785	2 285	36 776
2008	108	362	474	446	6 481	9 398	4 493	8 747	9 005	2 413	41 927
2009	107	375	447	471	6 382	9 316	4 467	8 783	8 496	2 424	41 269
2010	117	377	483	453	6 596	9 919	4 431	8 205	8 184	2 424	41 190
2011	118	452	512	516	7 304	10 812	4 470	9 826	9 608	2 539	46 156
2012	129	462	571	506	7 576	11 745	4 652	10 839	11 174	2 705	50 359
2013	137	465	583	552	7 794	11 940	5 396	11 483	11 078	2 732	52 159
Paiements des programmes											
2004	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
2005	1	46	27	40	749	800	699	1 323	1 117	120	4 923
2006	1	21	15	34	858	662	626	1 267	945	105	4 534
2007	1	21	18	31	1 134	598	413	871	907	96	4 089
2008	1	33	14	31	1 092	649	350	680	1 174	108	4 133
2009	0	36	16	30	1 060	369	386	462	830	102	3 290
2010	1	33	13	24	617	287	349	912	817	82	3 135
2011	1	33	16	25	656	283	501	1 218	681	66	3 478
2012	1	21	10	32	769	309	495	949	772	48	3 405
2013	0	31	11	21	506	350	371	655	695	44	2 684
Recettes monétaires totales											
2004	88	350	457	422	6 302	8 597	3 858	5 892	8 013	2 360	36 338
2005	89	372	466	438	6 251	8 901	3 831	6 275	7 906	2 389	36 919
2006	96	377	468	460	6 308	8 806	3 717	6 682	7 779	2 346	37 039
2007	106	385	459	457	6 920	9 273	4 389	7 804	8 692	2 381	40 866
2008	109	394	489	477	7 573	10 047	4 844	9 427	10 179	2 522	46 060
2009	108	411	463	502	7 443	9 685	4 853	9 244	9 326	2 525	44 560
2010	117	410	496	477	7 213	10 207	4 781	9 117	9 001	2 505	44 325
2011	119	485	528	541	7 959	11 095	4 971	11 043	10 289	2 605	49 634
2012	130	483	580	539	8 346	12 054	5 146	11 788	11 946	2 752	53 764
2013	138	496	593	573	8 300	12 290	5 767	12 138	11 773	2 776	54 843

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0001 - Recettes monétaires et Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

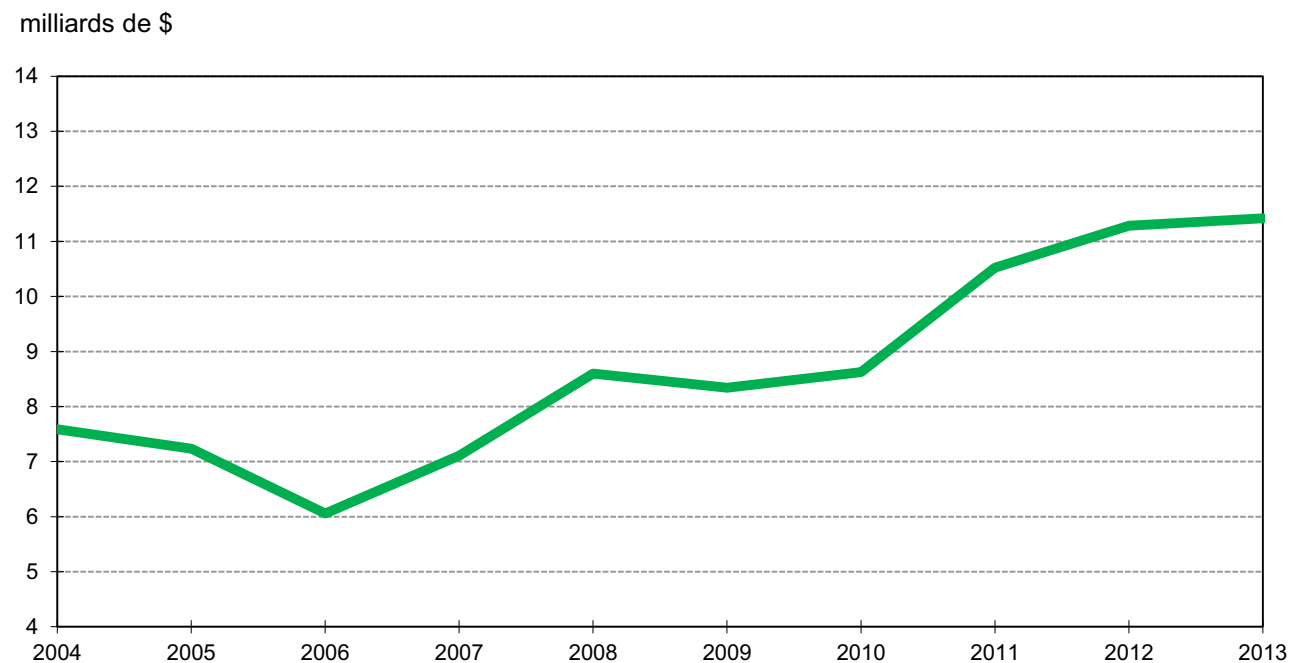
Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 2004-2013 (suite)

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
Dépenses d'exploitation nettes											
2004	78	305	365	351	4 925	7 224	3 099	4 888	6 235	1 937	29 407
2005	79	307	367	360	4 875	7 359	3 011	5 132	6 569	2 037	30 096
2006	85	317	382	377	5 088	7 573	3 223	5 301	6 756	2 070	31 171
2007	95	329	400	391	5 590	8 050	3 551	5 927	7 227	2 195	33 756
2008	102	348	431	411	5 940	8 553	3 999	6 880	8 071	2 392	37 128
2009	104	361	420	418	5 817	8 466	3 869	6 661	7 702	2 262	36 079
2010	103	348	422	408	5 499	8 392	3 776	6 380	7 735	2 261	35 324
2011	109	367	442	426	6 047	8 869	3 951	7 221	8 492	2 377	38 300
2012	115	387	478	441	6 242	9 469	4 372	8 077	9 313	2 510	41 404
2013	118	386	480	438	6 364	9 579	4 504	8 269	9 462	2 566	42 166
Revenu monétaire net											
2004	9	45	92	70	1 378	1 373	758	1 004	1 778	423	6 931
2005	10	65	100	77	1 377	1 542	820	1 143	1 337	353	6 823
2006	11	60	86	84	1 220	1 234	495	1 380	1 023	276	5 868
2007	11	56	59	66	1 330	1 223	838	1 877	1 465	186	7 109
2008	8	46	57	65	1 633	1 494	845	2 547	2 107	130	8 932
2009	3	49	43	84	1 626	1 219	985	2 583	1 624	264	8 481
2010	14	63	74	69	1 715	1 815	1 004	2 738	1 266	244	9 001
2011	10	117	86	115	1 912	2 226	1 020	3 823	1 797	228	11 334
2012	15	96	102	98	2 103	2 586	775	3 710	2 633	242	12 360
2013	20	110	113	135	1 936	2 710	1 263	3 869	2 311	210	12 677
Revenu net réalisé											
2004	3	6	42	23	795	328	317	41	649	163	2 366
2005	3	25	47	27	735	446	369	179	169	79	2 079
2006	4	19	34	33	569	120	37	420	-161	-25	1 047
2007	4	16	6	13	649	86	375	871	234	-136	2 118
2008	0	6	2	14	924	326	358	1 508	833	-216	3 754
2009	-4	8	-16	30	868	10	468	1 455	295	-92	3 023
2010	6	22	16	17	962	611	478	1 578	-50	-110	3 532
2011	2	75	25	62	1 119	950	458	2 544	413	-140	5 509
2012	7	52	41	44	1 283	1 257	194	2 375	1 187	-135	6 305
2013	11	64	50	80	1 092	1 342	656	2 458	794	-175	6 373
Revenu net total											
2004	4	11	39	14	913	643	248	863	1 156	136	4 026
2005	4	4	47	37	682	435	126	755	456	34	2 579
2006	4	47	32	57	470	-11	323	-161	-448	-64	251
2007	3	-9	6	1	731	-143	272	479	-55	-154	1 130
2008	-1	-21	1	-6	754	370	879	3 717	1 571	-252	7 014
2009	-4	5	-26	33	791	10	501	1 983	-329	-117	2 847
2010	6	39	16	27	984	527	-85	746	272	-119	2 413
2011	1	62	26	10	1 107	1 344	-27	2 709	940	-86	6 085
2012	5	59	42	77	1 299	1 184	926	2 227	669	-153	6 335
2013	11	64	52	70	1 165	1 404	1 407	5 519	2 436	-113	12 014

Sources : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0001 - Recettes monétaires et Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Graphique A.1(a) : Revenu monétaire net (dollars courants), Canada, 2004-2013

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0009 - Revenu agricole net.

Graphique A.1(b) : Revenu monétaire net (dollars de 2007), Canada, 2004-2013

Sources : Statistique Canada, CANSIM, tableau 002-0009 - Revenu agricole net, tableau 380-0066 - Indices des prix, produit intérieur et calculs effectués par Agriculture et agroalimentaire Canada.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2008-2013

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2008											
Assurance-production ¹	0	9	1	10	43	68	78	94	262	31	598
PCSRA	1	8	2	7	132	100	75	123	605	36	1 089
Agri-stabilité	0	4	3	7	200	167	89	45	63	13	592
Agri-investissement ²	0	4	2	3	46	71	40	63	61	14	306
CSRN	0	3	2	3	5	54	33	85	49	6	240
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	644	11	0	0	0	0	655
Autres paiements ³	0	4	3	1	22	177	35	270	134	8	653
Paiements totaux avant rabais	1	33	14	31	1 092	649	350	680	1 174	108	4 133
Rabais sur intrants	0	0	1	0	4	5	30	0	12	0	52
Paiements totaux	1	33	15	31	1 096	654	381	680	1 185	108	4 185
Primes des producteurs	0	4	1	3	181	80	116	349	251	6	990
2009											
Assurance-production ¹	0	24	2	12	116	53	128	100	358	17	810
PCSRA	0	0	1	1	23	9	8	9	122	13	186
Agri-stabilité	0	6	8	13	190	182	134	66	141	50	790
Agri-investissement ²	0	4	2	3	35	63	50	112	78	11	358
CSRN	0	2	2	2	4	46	28	72	40	5	202
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	689	7	0	0	0	0	696
Autres paiements ³	0	0	0	0	3	9	38	104	90	5	250
Paiements totaux avant rabais	0	36	16	30	1 060	369	386	462	830	102	3 290
Rabais sur intrants	0	1	1	0	2	5	33	0	8	0	48
Paiements totaux	0	36	17	30	1 062	374	419	462	837	102	3 338
Primes des producteurs	0	5	1	3	293	75	115	338	253	7	1 091
2010											
Assurance-production ¹	0	17	2	14	87	50	169	320	469	28	1 157
PCSRA	0	1	0	1	4	1	-1	7	0	1	13
Agri-stabilité	0	11	9	6	268	154	92	113	136	44	834
Agri-investissement ²	0	3	1	2	61	63	38	82	72	6	328
CSRN	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	195	15	0	0	0	0	210
Autres paiements ³	0	2	0	1	2	2	51	390	141	3	593
Paiements totaux avant rabais	1	33	13	24	617	287	349	912	817	82	3 135
Rabais sur intrants	0	1	1	0	1	4	32	0	4	0	42
Paiements totaux	1	34	13	24	618	292	382	912	821	82	3 177
Primes des producteurs	0	6	1	3	88	74	110	320	275	6	883

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2014.

¹ Exclut l'assurance privée contre la grêle.² Inclut les paiements dans le cadre du Programme de démarrage..³ La catégorie *Autres paiements* comprend les paiements de programmes tels l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2008-2013 (suite)

	T.-N.-L.-	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
	- millions de \$ -										
2011											
Assurance-production ¹	0	20	2	9	36	60	313	528	330	12	1 309
PCSR	0	0	0	0	1	0	2	0	-2	0	2
Agri-stabilité	0	8	11	11	139	65	75	196	198	38	741
Agri-investissement ²	0	5	3	3	62	75	56	119	90	12	425
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	391	68	0	0	0	0	459
Autres paiements ³	0	0	0	1	27	15	55	374	66	4	542
Paiements totaux avant rabais	1	33	16	25	656	283	501	1 218	681	66	3 478
Rabais sur intrants	0	1	1	0	0	4	35	0	2	0	43
Paiements totaux	1	34	17	25	656	287	536	1 218	684	66	3 521
Primes des producteurs	0	8	1	3	231	50	105	379	319	6	1 103
2012											
Assurance-production ¹	0	12	1	10	30	94	204	369	482	13	1 215
Agri-stabilité	1	5	6	12	73	49	179	291	90	20	726
Agri-investissement	0	3	2	3	127	67	43	121	75	11	452
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	424	80	0	0	0	0	504
Autres paiements ³	0	0	0	8	115	19	69	168	124	4	507
Paiements totaux avant rabais	1	21	10	32	769	309	495	949	772	48	3 405
Rabais sur intrants	0	0	1	0	1	4	39	0	1	8	54
Paiements totaux	1	21	10	32	770	313	533	949	773	55	3 459
Primes des producteurs	0	8	1	4	182	79	144	450	360	6	1 234
2013											
Assurance-production ¹	0	24	2	7	30	117	162	253	458	14	1 068
Agri-stabilité	0	3	6	9	41	75	125	182	60	17	517
Agri-investissement	0	4	3	3	60	73	48	127	90	11	419
Prog. provinciaux de stabilisation	0	0	0	0	275	60	0	0	0	0	335
Autres paiements ³	0	0	0	1	100	25	36	93	88	3	345
Paiements totaux avant rabais	0	31	11	21	506	350	371	655	695	44	2 684
Rabais sur intrants	0	0	1	0	3	4	29	0	2	7	45
Paiements totaux	0	31	11	21	509	354	400	655	697	51	2 729
Primes des producteurs	0	8	1	3	171	97	165	471	419	6	1 342

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, novembre 2014.

¹ Exclut l'assurance privée contre la grêle.² Inclut les paiements dans le cadre du Programme de démarrage..³ La catégorie *Autres paiements* comprend les paiements de programmes tels l'assurance-grêle privée et les programmes d'aide spéciale.

Tableau A.3 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2011-2013

Province	2011	2012	2013 Provisoires	13/12
	- Dollars par exploitation -			%
Terre-Neuve-et-Labrador				
Revenus d'exploitation	571 244	512 370	594 778	16 %
Dépenses d'exploitation	494 692	443 348	499 884	13 %
Bénéfice net d'exploitation	76 551	69 022	94 894	37 %
Île-du-Prince-Édouard				
Revenus d'exploitation	476 635	506 733	492 519	-3 %
Dépenses d'exploitation	393 269	433 002	420 351	-3 %
Bénéfice net d'exploitation	83 366	73 732	72 169	-2 %
Nouvelle-Écosse				
Revenus d'exploitation	318 903	387 261	406 000	5 %
Dépenses d'exploitation	273 063	322 009	323 464	0 %
Bénéfice net d'exploitation	45 840	65 252	82 536	26 %
Nouveau-Brunswick				
Revenus d'exploitation	411 116	410 475	413 253	1 %
Dépenses d'exploitation	347 181	350 128	352 142	1 %
Bénéfice net d'exploitation	63 936	60 347	61 112	1 %
Québec				
Revenus d'exploitation	410 382	430 101	428 750	0 %
Dépenses d'exploitation	347 572	357 385	356 517	0 %
Bénéfice net d'exploitation	62 809	72 716	72 233	-1 %
Ontario				
Revenus d'exploitation	346 839	348 555	359 698	3 %
Dépenses d'exploitation	290 623	291 117	297 870	2 %
Bénéfice net d'exploitation	56 216	57 438	61 828	8 %
Manitoba				
Revenus d'exploitation	396 491	416 526	463 062	11 %
Dépenses d'exploitation	316 286	352 493	387 120	10 %
Bénéfice net d'exploitation	80 205	64 033	75 942	19 %
Saskatchewan				
Revenus d'exploitation	282 282	301 948	316 928	5 %
Dépenses d'exploitation	210 318	226 790	245 894	8 %
Bénéfice net d'exploitation	71 964	75 158	71 034	-5 %
Alberta				
Revenus d'exploitation	368 369	413 507	421 136	2 %
Dépenses d'exploitation	310 848	338 670	343 774	2 %
Bénéfice net d'exploitation	57 521	74 837	77 361	3 %
Colombie-Britannique				
Revenus d'exploitation	412 489	404 104	408 293	1 %
Dépenses d'exploitation	360 904	360 910	358 935	-1 %
Bénéfice net d'exploitation	51 585	43 193	49 359	14 %
Canada				
Revenus d'exploitation	355 588	375 389	387 948	3 %
Dépenses d'exploitation	292 748	307 987	318 276	3 %
Bénéfice net d'exploitation	62 840	67 402	69 673	3 %

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0044.

Tableau A.4 : Total des revenus d'exploitation, total des dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada, 2011-2013

Type de ferme	2011	2012	2013 Provisoires	13/12
	- Dollars par exploitation -			%
Élevage de bovins laitiers et production laitière				
Revenus d'exploitation	566 814	592 642	604 064	2 %
Dépenses d'exploitation	426 318	454 977	467 436	3 %
Bénéfice net d'exploitation	140 496	137 666	136 628	-1 %
Élevage de bovins de boucherie				
Revenus d'exploitation	250 334	281 484	283 806	1 %
Dépenses d'exploitation	238 130	265 374	271 664	2 %
Bénéfice net d'exploitation	12 205	16 110	12 142	-25 %
Élevage de porcs				
Revenus d'exploitation	1 772 561	1 802 831	1 930 240	7 %
Dépenses d'exploitation	1 677 687	1 691 726	1 825 982	8 %
Bénéfice net d'exploitation	94 874	111 106	104 258	-6 %
Élevage de volailles et production d'oeufs				
Revenus d'exploitation	1 189 847	1 156 027	1 186 584	3 %
Dépenses d'exploitation	1 007 245	978 930	991 465	1 %
Bénéfice net d'exploitation	182 602	177 097	195 119	10 %
Culture de plantes oléagineuses et de céréales				
Revenus d'exploitation	308 837	332 834	349 713	5 %
Dépenses d'exploitation	222 759	242 604	255 889	5 %
Bénéfice net d'exploitation	86 078	90 230	93 823	4 %
Culture de pommes de terre				
Revenus d'exploitation	1 223 393	1 306 702	1 373 991	5 %
Dépenses d'exploitation	997 301	1 106 945	1 157 861	5 %
Bénéfice net d'exploitation	226 092	199 757	216 130	8 %
Culture de fruits et de noix				
Revenus d'exploitation	242 696	265 513	261 395	-2 %
Dépenses d'exploitation	212 345	220 033	223 249	1 %
Bénéfice net d'exploitation	30 351	45 481	38 146	-16 %
Autres cultures de légumes et de melons				
Revenus d'exploitation	481 895	465 135	494 706	6 %
Dépenses d'exploitation	417 673	406 650	415 596	2 %
Bénéfice net d'exploitation	64 222	58 485	79 110	35 %
Culture en serre et en pépinière et floriculture				
Revenus d'exploitation	1 065 658	1 110 844	1 199 620	8 %
Dépenses d'exploitation	963 399	1 011 194	1 060 860	5 %
Bénéfice net d'exploitation	102 258	99 650	138 760	39 %
Tous les types de fermes				
Revenus d'exploitation	355 588	375 389	387 948	3 %
Dépenses d'exploitation	292 748	307 987	318 276	3 %
Bénéfice net d'exploitation	62 840	67 402	69 673	3 %

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0044.

Méthodologie relative au revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes monétaires, dépenses et revenus agricoles

Le *revenu monétaire net* (revenus bruts moins les frais d'amortissement) est une mesure des liquidités des entreprises agricoles provenant de la production de denrées agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement de dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire durant une année donnée, peu importe l'année au cours de laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (dépréciation et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année au cours de laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant de la vente de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie « Autres paiements » qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont attribués à l'année au cours de laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (fonds gouvernemental). Les soldes importants accumulés dans le Fonds 1 (fonds des producteurs) ne sont pas compris.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais engagés dans le cadre de la production de denrées agricoles occasionnés par l'achat de biens et de services qui n'ont pas été produits par le secteur agricole d'une même province.

Les dépenses d'exploitation comprennent certains paiements d'aide du gouvernement tels les programmes de crédits provinciaux, dans la mesure où ils réduisent le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 2007

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 2007. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (déflateur du PIB, 2007 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements/indemnités bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme d'Agri-stabilité, de même que dans le cadre de programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse.

Les indemnités d'Assurance-production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux en versant des primes au titre des programmes comme le programme d'Assurance-production et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme et par province (A.3), et par type d'exploitation (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales (PDF) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net tiré d'un travail autonome était différent de zéro, selon leur déclaration d'impôt sur le revenu. Pour les exploitations agricoles constituées en société, la base d'échantillonnage est formée de toutes les sociétés agricoles à l'intérieur des 10 provinces et des territoires qui sont considérées comme étant des exploitations agricoles selon le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN, les exploitations agricoles sont celles dont 50 % ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations du revenu agricole du PDF diffèrent des estimations officielles sur les recettes monétaires agricoles et les dépenses publiées dans la base de données de CANSIM de Statistique Canada (Tableau 002-0001 - Recettes monétaires agricoles et Tableau 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricole et frais d'amortissement). Pour de plus

amples renseignements concernant ces différences, veuillez consulter le document intitulé « Pour comprendre les mesures du revenu agricole » d'Agriculture et Agroalimentaire Canada et de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente de produits agricoles ainsi que les paiements des programmes agricoles et les indemnités d'assurance. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt sont également incluses.

Les dépenses d'exploitation font référence aux coûts des entreprises avant amortissement qui sont assumés par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Les ventes et les achats des exploitations agricoles entre elles sont inclus à la fois dans les revenus d'exploitation et dans les dépenses d'exploitation.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur les ventes des produits agricoles exprimées en pourcentage. Ainsi, l'activité principale de l'exploitation est déterminée par le produit ou le groupe de produits générant 50 % ou plus du total des ventes. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement selon le type d'exploitation.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à la *Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Manuel de référence*, de Statistique Canada (n° 21F0005GPF au catalogue).



SECTION B

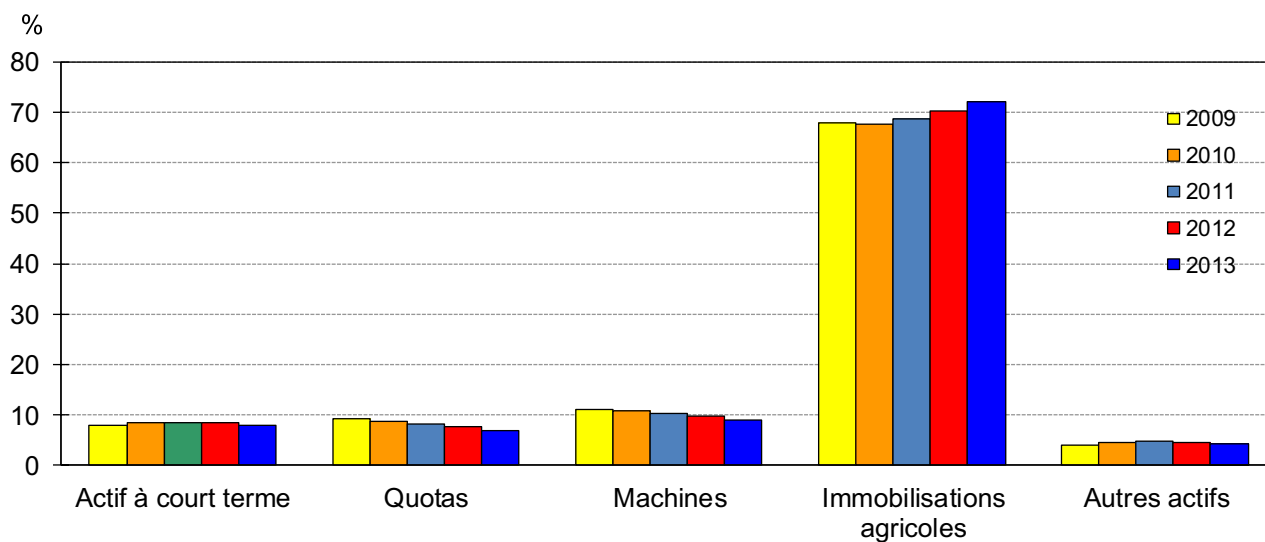
Situation financière

Tableau B.1 : Actif agricole, Canada et provinces, au 31 décembre, 2004-2013

	T.-N.-L.	I.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2004	288	1 930	2 321	2 117	34 192	69 503	18 138	37 065	67 557	20 326	253 437
2005	315	2 038	2 372	2 232	36 111	71 363	18 531	38 482	72 760	23 152	267 356
2006	349	2 059	2 424	2 280	36 641	74 163	19 442	39 359	77 669	25 705	280 091
2007	387	2 057	2 528	2 312	38 429	78 711	21 156	43 659	84 503	29 174	302 915
2008	381	2 086	2 624	2 363	40 302	82 903	23 269	48 893	91 676	31 692	326 189
2009	369	2 025	2 764	2 517	40 562	85 411	24 477	51 575	93 676	32 775	336 151
2010	388	2 166	2 738	2 647	42 499	92 541	26 457	56 304	99 477	33 804	359 021
2011	408	2 235	2 831	2 531	43 837	104 837	27 565	61 668	107 390	34 388	387 691
2012	409	2 305	2 949	2 599	48 787	121 482	32 119	71 771	117 633	35 123	435 178
2013	412	2 438	3 057	2 713	55 000	136 357	37 388	84 864	130 006	36 163	488 398

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0020 - Bilan du secteur agricole.

Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole selon la catégorie d'actifs, Canada, au 31 décembre, 2009-2013

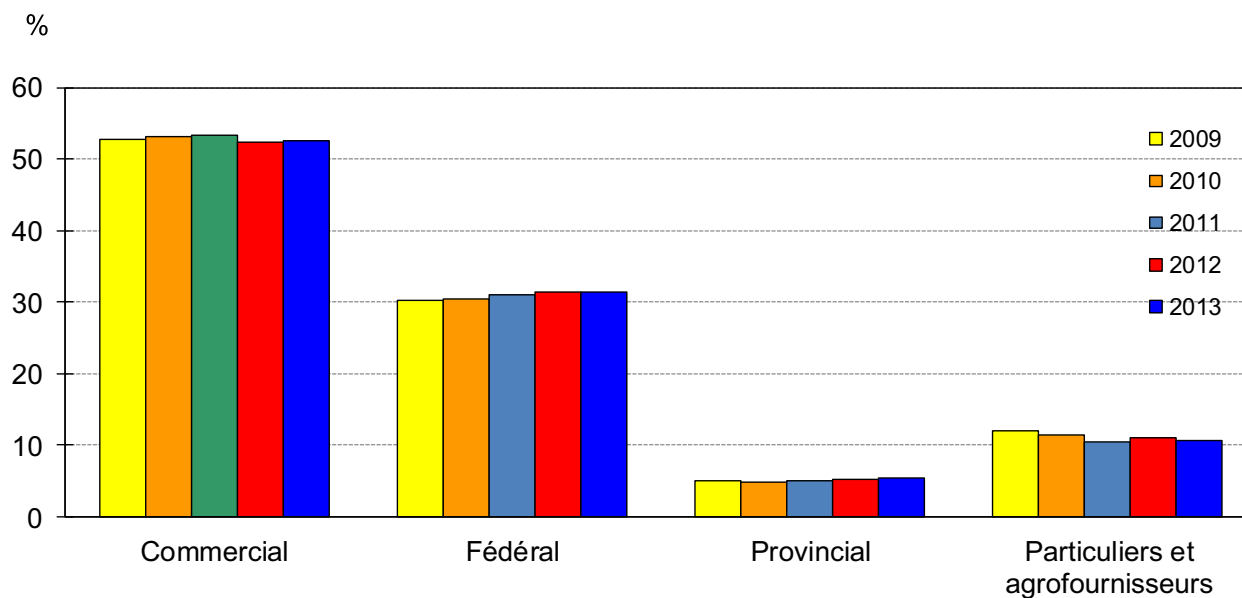


Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0020 - Bilan du secteur agricole.

Tableau B.2 : Dette agricole en cours, Canada et provinces, 2004-2013

	T.-N.-L.	I.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2004	78	578	562	519	9 326	12 146	4 892	6 914	10 881	3 004	48 900
2005	78	576	610	538	9 552	12 528	5 149	7 209	10 979	3 051	50 270
2006	92	585	613	546	9 905	12 686	5 428	7 525	11 583	3 448	52 410
2007	117	600	682	568	10 527	13 885	5 995	7 544	11 910	4 134	55 963
2008	131	605	755	626	10 957	14 661	6 565	8 031	13 147	4 604	60 082
2009	144	683	806	591	11 389	15 027	6 940	8 772	13 797	4 701	62 850
2010	161	708	783	621	11 415	16 139	7 253	8 976	14 585	5 138	65 780
2011	158	671	772	608	11 816	17 382	7 332	9 551	14 942	5 176	68 409
2012	163	622	827	622	12 138	19 226	7 561	10 022	15 906	5 575	72 660
2013	150	623	857	598	12 994	20 928	8 463	10 790	16 901	5 712	78 017

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0008 - Dette agricole en cours.

Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole selon la catégorie de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2009-2013


Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0008 - Dette agricole en cours.

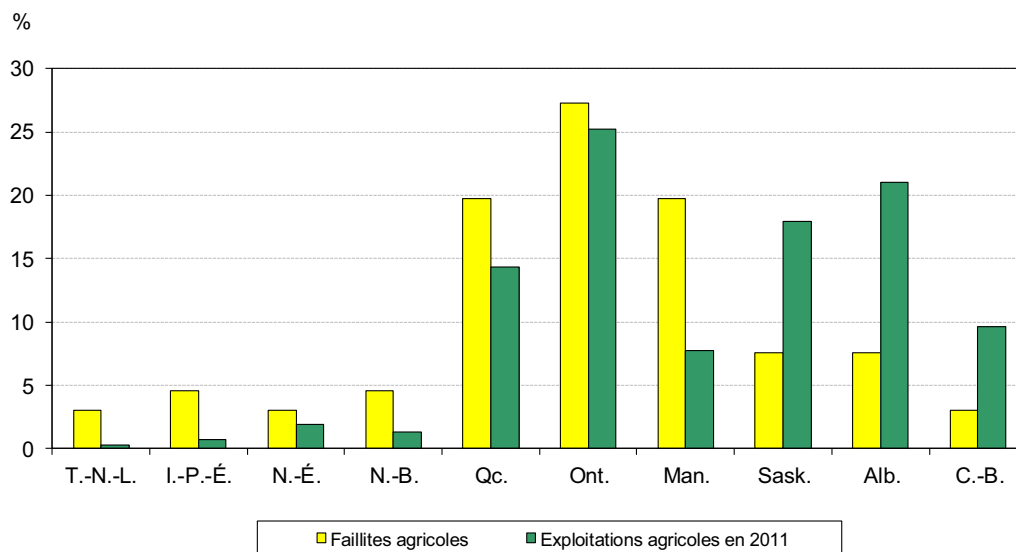
Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles par province, 1998-2013

	T.-N.-L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./Yn	Canada
1998	3	1	8	1	48	15	27	92	55	5	0	255
1999	0	1	2	4	43	17	29	99	45	6	0	246
2000	0	1	4	2	42	21	19	76	38	14	0	217
2001	2	2	5	0	55	23	19	64	43	6	0	219
2002	0	2	1	4	28	31	41	50	32	9	0	198
2003	0	1	4	1	46	23	28	59	46	16	0	224
2004	0	6	3	2	31	34	27	65	56	3	0	227
2005	0	3	0	2	35	26	26	75	62	6	0	235
2006	0	6	1	2	38	29	36	79	16	8	0	215
2007	1	3	1	3	29	21	14	50	15	1	0	138
2008	0	1	3	2	20	31	22	34	6	6	2	127
2009	0	5	3	1	27	22	14	13	5	1	0	91
2010	1	1	0	1	25	15	6	3	6	2	0	60
2011	3	6	3	1	16	18	5	13	1	1	0	67
2012	0	1	2	2	14	12	7	3	3	2	0	46
2013	2	3	2	3	13	18	13	5	5	2	0	66

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note : À compter de 2004, les statistiques sont fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles par province, 2013



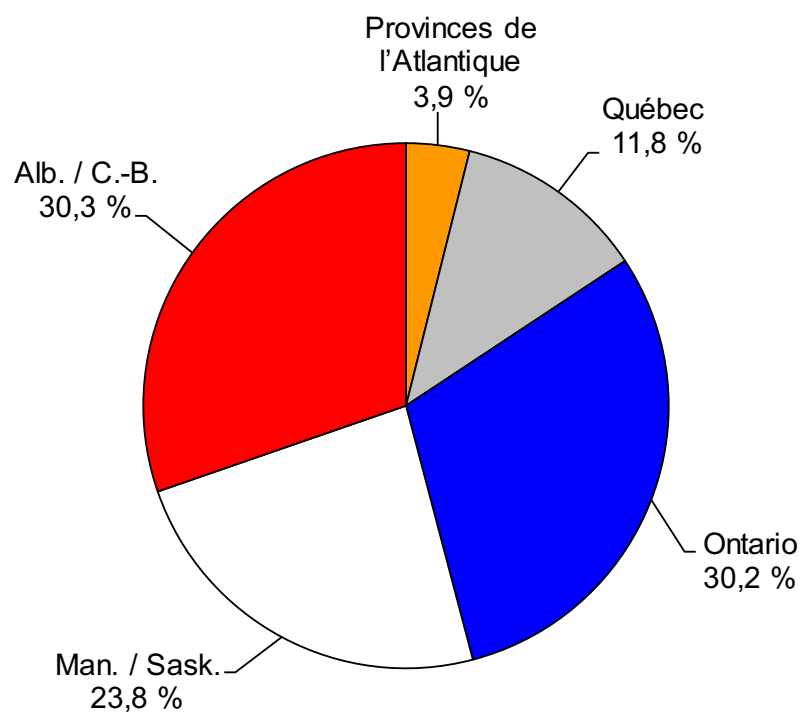
Sources : Bureau du surintendant des faillites, et Statistique Canada - Recensement de l'agriculture, 2011.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2008-2009 à 2013-2014

	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Nombre total de prêts	106 867	114 439	120 070	126 496	147 696	149 130
Montant total des prêts (en millions de \$)	17 098,5	19 770,4	21 334,5	23 202,3	25 133,3	26 205,0
Nombre de prêts approuvés	31 037	41 418	42 021	45 578	47 046	46 288
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	5 068,4	6 585,6	6 153,2	*7 114,8	7 746,2	7 694,6
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	163 302	159 003	146 432	156 150	162 406	163 649

Source : Financement agricole Canada - Planification et analyse financière

* Les décaissements nets ont été redressés.

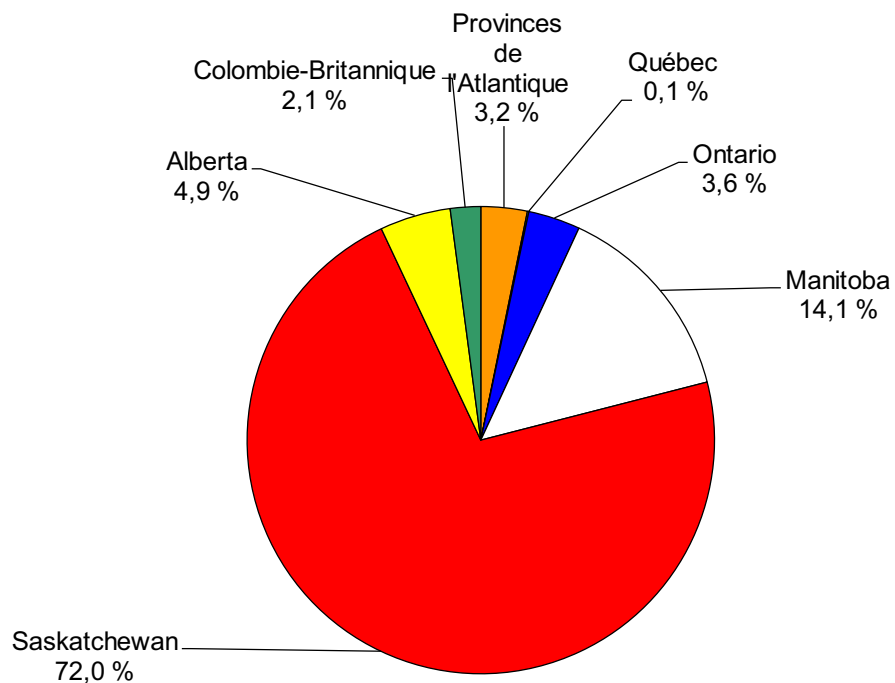
Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des prêts en cours de FAC, par province, au 31 mars 2014


Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés dans le cadre de la Loi canadienne sur les prêts agricoles (LCPA), 2006-2007 à 2013-2014

	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	1 803	1 854	1 740	2 524	2 382	2 311	1 823	1 747
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	63 901	71 216	74 762	127 173	137 337	131 582	107 177	113 286
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	35 442	38 412	42 967	50 386	57 657	56 937	58 792	64 846

Source : LCPA, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique B.5 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés en vertu de la LCPA, exercice 2013-2014

Source : LCPA, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009-2013

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par exploitation -									
CANADA									
Actif agricole									
- 2009	3 484 507	1 185 863	2 167 526	4 256 749	1 537 526	1 476 987	3 930 389	1 746 946	1 695 298
- 2010	3 667 607	1 383 561	2 369 649	4 935 817	1 674 193	1 633 895	4 096 960	1 913 816	1 865 322
- 2011	3 758 671	1 324 564	2 796 858	5 312 714	1 802 853	1 641 949	4 456 162	2 177 714	2 024 979
- 2013*	4 608 205	1 947 343	3 572 633	6 721 578	2 024 241	1 998 896	5 919 631	2 955 018	2 806 579
Passif agricole									
- 2009	983 556	177 221	850 435	824 568	318 086	323 832	1 249 543	272 175	323 146
- 2010	1 005 128	221 236	823 554	1 055 143	376 968	319 633	1 282 256	266 565	343 241
- 2011	998 014	194 952	929 579	1 062 379	391 429	310 400	1 319 006	307 402	357 644
- 2013*	1 257 123	291 739	962 336	1 245 693	588 230	328 793	1 564 505	426 731	512 975
Avoir net									
- 2009	2 500 951	1 008 642	1 317 090	3 432 181	1 219 441	1 153 155	2 680 846	1 474 770	1 372 153
- 2010	2 662 479	1 162 325	1 546 096	3 880 674	1 297 225	1 314 262	2 814 705	1 647 251	1 522 080
- 2011	2 760 657	1 129 612	1 867 279	4 250 334	1 411 424	1 331 550	3 137 156	1 870 312	1 667 335
- 2013*	3 351 082	1 655 604	2 610 297	5 475 885	1 436 011	1 670 103	4 355 127	2 528 287	2 293 604
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	120 520	14 278	46 044	60 131	49 168	x	214 273	72 103	52 227
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	121 580	28 847	x	140 408	47 950	35 524	222 777	79 917	64 075
- 2013*	133 564	32 434	88 451	148 992	59 793	x	233 015	112 687	88 303
ATLANTIQUE									
Actif agricole									
- 2009	3 173 361	569 918	1 572 221	3 929 525	701 028	828 860	3 060 853	918 328	1 383 224
- 2010	3 315 736	604 995	1 057 622	4 405 648	749 089	734 904	3 440 025	944 202	1 474 290
- 2011	3 292 122	572 973	1 329 811	3 701 352	964 415	715 323	3 634 783	1 003 544	1 477 341
- 2013*	3 553 318	935 971	1 200 482	5 223 531	1 375 476	1 009 830	4 003 958	1 505 961	2 147 529
Passif agricole									
- 2009	933 449	67 041	1 088 529	1 020 170	152 870	253 600	1 041 438	138 951	371 407
- 2010	1 059 037	83 760	470 035	965 099	175 407	163 486	1 125 075	217 720	392 402
- 2011	1 030 458	56 262	720 884	1 026 244	193 140	118 848	1 115 403	318 958	388 271
- 2013*	1 035 244	146 931	x	1 421 491	259 729	187 930	1 335 383	317 682	597 223
Avoir net									
- 2009	2 239 911	502 877	x	2 909 355	548 158	575 260	2 019 415	779 377	1 011 817
- 2010	2 256 699	521 235	587 588	3 440 549	573 682	571 419	2 314 950	726 482	1 081 888
- 2011	2 261 665	516 711	608 927	2 675 108	771 275	596 474	2 519 379	684 586	1 089 071
- 2013*	2 518 074	789 039	732 715	3 802 040	1 115 747	821 900	2 668 575	1 188 279	1 550 306
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	x	x	x	x	x	x	x	x
- 2013*	x	x	x	x	x	x	x	x	x

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

* En 2013, la méthodologie a changé. Veuillez voir les notes au bas de la page 31.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009-2013

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par exploitation -									
QUÉBEC									
Actif agricole									
- 2009	2 464 616	703 914	1 495 666	4 466 388	911 078	1 203 871	2 459 985	1 446 433	1 452 686
- 2010	2 612 780	763 270	1 453 968	4 799 181	1 013 758	1 492 309	2 850 926	1 514 514	1 594 072
- 2011	2 670 847	783 218	1 514 702	5 691 839	1 248 757	1 370 888	2 530 124	1 851 068	1 675 429
- 2013*	3 142 011	1 014 290	1 898 800	5 889 717	1 708 286	1 876 633	3 006 340	2 500 617	2 186 797
Passif agricole									
- 2009	793 980	151 070	703 924	922 089	272 316	294 812	600 199	353 539	413 772
- 2010	797 035	169 886	697 762	1 014 996	246 350	385 928	957 677	291 143	435 855
- 2011	834 717	168 488	673 164	1 198 120	363 063	292 185	718 046	340 259	441 788
- 2013*	937 866	250 201	693 174	1 243 358	446 572	391 785	568 149	505 098	578 873
Avoir net									
- 2009	1 670 636	552 845	791 742	3 544 299	638 762	909 059	1 859 787	1 092 894	1 038 914
- 2010	1 815 746	593 384	756 206	3 784 185	767 408	1 106 380	1 893 249	1 223 371	1 158 217
- 2011	1 836 130	614 730	841 538	4 493 719	885 693	1 078 702	1 812 078	1 510 809	1 233 640
- 2013*	2 204 145	764 089	1 205 626	4 646 359	1 261 714	1 484 848	2 438 191	1 995 519	1 607 924
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	85 966	x	x	72 983	x	35 321	x	36 812	39 818
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	80 872	32 444	x	x	x	43 914	x	53 755	50 430
- 2013*	x	28 374	x	75 050	x	x	x	x	50 846
ONTARIO									
Actif agricole									
- 2009	3 606 086	976 122	2 138 776	3 861 152	1 478 030	1 419 214	4 522 844	1 519 760	1 732 748
- 2010	4 004 297	1 069 277	2 485 372	5 050 602	1 496 444	1 787 542	5 186 599	1 696 188	1 908 426
- 2011	4 310 079	1 107 364	3 422 538	5 943 152	1 756 988	1 856 078	x	1 895 464	2 114 285
- 2013*	5 659 370	1 948 710	4 301 543	7 520 041	1 798 113	2 216 206	7 529 025	2 390 539	2 975 435
Passif agricole									
- 2009	914 349	141 976	749 126	631 930	280 204	234 266	1 670 003	208 455	331 803
- 2010	962 193	183 508	885 181	1 086 680	251 639	331 299	x	213 672	361 428
- 2011	865 181	140 138	1 070 285	1 147 437	372 005	280 817	x	246 231	361 268
- 2013*	1 444 684	287 046	1 055 166	1 175 033	647 061	309 817	1 547 633	281 730	550 465
Avoir net									
- 2009	2 691 737	834 146	1 389 650	3 229 222	1 197 826	1 184 948	2 852 841	1 311 305	1 400 945
- 2010	3 042 104	885 769	1 600 191	3 963 922	1 244 805	1 456 243	3 716 554	1 482 516	1 546 998
- 2011	3 444 898	967 225	2 352 254	4 795 716	1 384 983	1 575 262	3 308 038	1 649 233	1 753 017
- 2013*	4 214 686	1 661 664	3 246 376	6 345 008	1 151 051	1 906 390	5 981 392	2 108 809	2 424 970
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	10 918	x	48 698	x	47 399	389 937	41 208	41 153
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	19 206	x	x	71 639	x	x	x	57 297
- 2013*	x	x	x	122 085	79 050	x	x	65 234	83 228

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

* En 2013, la méthodologie a changé. Veuillez voir les notes au bas de la page 31.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009-2013

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par exploitation -									
MANITOBA									
Actif agricole									
- 2009	4 612 833	754 827	3 731 391	3 216 617	x	x	9 773 620	1 865 928	1 547 779
- 2010	5 197 937	835 579	4 800 620	4 050 217	x	2 442 316	8 922 817	2 131 117	1 784 952
- 2011	4 884 126	867 945	6 353 757	3 471 965	x	x	11 727 576	2 374 736	1 971 950
- 2013*	6 322 984	1 308 087	8 112 785	4 658 810	x	x	16 222 493	3 064 185	2 737 027
Passif agricole									
- 2009	1 488 980	147 948	1 274 970	588 572	x	x	3 369 201	333 938	322 185
- 2010	1 525 157	168 875	1 101 967	968 311	x	x	3 010 508	375 212	357 035
- 2011	1 778 833	123 214	2 146 137	855 369	x	x	3 080 547	377 958	371 624
- 2013*	2 306 678	249 846	2 117 404	878 350	x	x	4 819 980	453 201	496 480
Avoir net									
- 2009	3 123 853	606 880	2 456 421	2 628 046	x	x	6 404 420	1 531 991	1 225 594
- 2010	3 672 780	666 704	3 698 653	3 081 906	x	1 964 840	5 912 309	1 755 905	1 427 917
- 2011	3 105 293	744 731	4 207 620	2 616 596	x	x	8 647 028	1 996 778	1 600 326
- 2013*	4 016 306	1 058 242	5 995 381	3 780 461	x	x	11 402 514	2 610 984	2 240 547
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	15 885	108 564	x	x	x	749 459	103 193	70 726
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	252 292	16 656	310 247	x	x	x	x	85 979	71 015
- 2013*	x	26 106	281 650	x	x	x	x	122 660	100 148
SASKATCHEWAN									
Actif agricole									
- 2009	8 026 839	957 548	x	3 762 048	x	x	x	1 543 490	1 403 135
- 2010	7 575 601	1 165 885	7 309 804	5 331 554	x	x	x	1 746 498	1 595 553
- 2011	6 067 480	1 077 223	x	x	x	x	x	1 934 669	1 710 259
- 2013*	6 559 930	1 614 996	x	x	x	x	x	2 634 967	2 395 043
Passif agricole									
- 2009	2 107 363	147 315	x	1 105 204	x	x	x	242 074	224 973
- 2010	1 984 790	205 785	2 078 794	1 762 581	x	x	x	253 344	243 212
- 2011	2 555 751	197 191	x	x	x	x	x	283 518	268 861
- 2013*	2 536 784	232 023	0	0	0	0	0	416 647	383 640
Avoir net									
- 2009	5 919 475	810 232	x	2 656 844	x	x	x	1 301 417	1 178 162
- 2010	5 590 811	960 100	5 231 010	3 568 973	496 198	x	x	1 493 154	1 352 341
- 2011	3 511 729	880 032	x	x	x	x	x	1 651 151	1 441 398
- 2013*	4 023 146	1 382 973	x	x	x	x	x	2 218 320	2 011 403
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	23 820	x	x	x	x	x	89 354	69 500
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	27 714	x	x	x	x	x	89 368	73 005
- 2013*	x	21 059	x	x	x	x	x	126 202	101 939

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

* En 2013, la méthodologie a changé. Veuillez voir les notes au bas de la page 31.

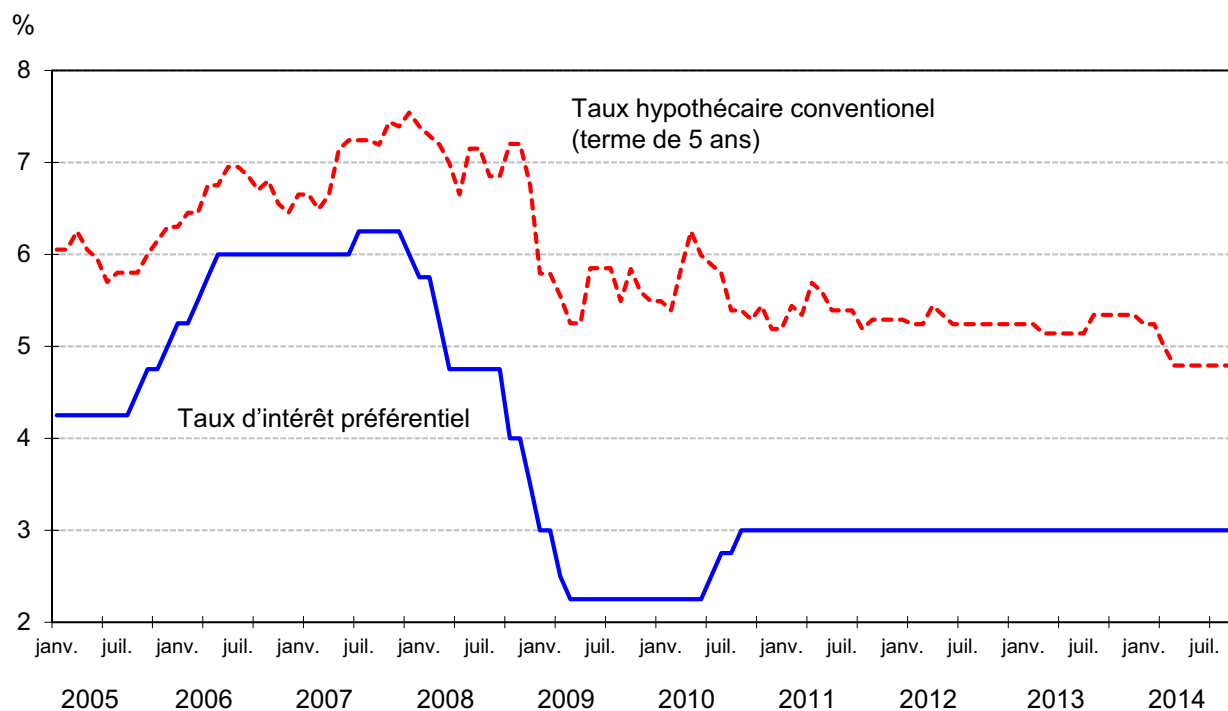
Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type d'exploitation, Canada et provinces, 2009-2013

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits	Légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
- Dollars par exploitation -									
ALBERTA									
Actif agricole									
- 2009	7 125 631	1 664 783	3 604 802	6 652 412	x	6 230 382	4 804 732	2 417 225	2 041 629
- 2010	8 054 859	2 014 806	3 393 600	5 540 821	x	1 720 078	5 721 994	2 479 353	2 171 373
- 2011	7 601 095	1 921 399	6 226 328	6 033 901	814 027	1 268 840	6 780 303	2 974 619	2 438 491
- 2013*	8 808 947	2 549 796	x	7 953 758	x	x	11 265 771	4 229 493	3 458 638
Passif agricole									
- 2009	1 903 977	243 266	1 427 575	1 577 034	x	2 559 451	1 538 095	337 993	313 880
- 2010	2 211 696	298 747	807 813	1 160 229	x	x	1 777 341	287 477	302 551
- 2011	1 917 324	260 098	780 871	1 077 323	x	134 351	2 025 105	377 959	322 406
- 2013*	2 154 969	363 884	x	2 298 082	x	x	2 629 501	563 703	494 732
Avoir net									
- 2009	5 221 654	1 421 516	2 177 227	5 075 378	x	3 670 931	3 266 637	2 079 231	1 727 749
- 2010	5 843 164	1 716 060	2 585 787	4 380 592	x	1 644 769	3 944 654	2 191 876	1 868 822
- 2011	5 683 771	1 661 300	5 445 457	4 956 578	745 369	1 134 489	4 755 199	2 596 660	2 116 085
- 2013*	6 653 978	2 185 912	x	5 655 676	x	x	8 636 270	3 665 789	2 963 907
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	301 372	17 083	x	x	x	x	x	69 131	50 006
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	487 388	37 286	x	x	x	x	x	111 841	77 849
- 2013*	x	47 046	x	x	x	x	x	153 347	107 908
COLOMBIE-BRITANIQUE									
Actif agricole									
- 2009	9 276 475	1 653 948	2 632 172	4 551 864	2 343 607	1 777 108	5 246 625	1 624 455	2 506 129
- 2010	8 502 618	1 646 442	4 166 219	5 061 001	2 612 818	2 282 705	4 076 530	1 801 640	2 626 881
- 2011	9 470 186	1 782 876	x	4 179 103	2 507 147	2 248 925	4 125 235	1 148 156	2 634 658
- 2013*	9 587 065	2 266 305	x	6 863 954	2 526 905	2 293 328	x	2 367 365	3 566 292
Passif agricole									
- 2009	2 241 732	131 888	553 500	882 719	453 952	248 911	x	190 542	439 645
- 2010	2 158 646	163 691	1 002 317	962 340	626 803	361 750	x	196 436	519 378
- 2011	2 481 687	258 856	x	707 425	510 086	x	x	163 448	529 139
- 2013*	2 102 573	249 679	x	1 099 155	734 654	354 614	x	601 799	747 915
Avoir net									
- 2009	7 034 743	1 522 060	2 078 672	3 669 146	1 889 655	1 528 197	4 387 720	1 433 913	2 066 483
- 2010	6 343 972	1 482 751	3 163 902	4 098 661	1 986 015	1 920 955	3 233 992	1 605 204	2 107 502
- 2011	6 988 499	1 524 020	x	3 471 678	1 997 061	1 629 949	x	984 709	2 105 519
- 2013*	7 484 492	2 016 625	x	5 764 799	1 792 251	1 938 714	x	1 765 567	2 818 377
Nouveaux investissements (nets)									
- 2009	x	20 539	x	x	58 858	x	x	x	53 756
- 2010	..	..	..	..	..	..	..	..	..
- 2011	x	47 935	x	x	x	x	x	x	50 727
- 2013*	202 722	x	x	x	65 097	x	x	x	84 402

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

* En 2013, la méthodologie a changé. Veuillez voir les notes au bas de la page 31.

Graphique B.6 : Taux hypothécaire conventionnel et taux d'intérêt préférentiel, 2005-2014



Source : Banque du Canada.

Tableau B.7 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Ontario et au Michigan/Ohio/Indiana, 2013 et 2014

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	le 1 oct. 2014	le 2 oct. 2013	le 1 oct. 2014	le 2 oct. 2013
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	962	1 157	977	952
Urée (46-0-0)	581	-	661	564
Solution azotée (UAN, 28 %)	386	379	411	400
Nitrate d'ammonium	565	608	-	-
Phosphate (\$CAN/tonne)				
PMA (11-52-0)	720	701	772	672
PAD (18-46-0)	758	879	712	648
Super triple (0-46-0)	759	770	741	621
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	560	579	592	565
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	1,04	1,04	0,97	0,95
Essence (ordinaire sans plomb)	1,15	1,11	0,96	0,95

Source : Agriculture et agroalimentaire Canada, Enquête sur le prix des intrants agricoles.

Tableau B.8 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants au Manitoba et au Minnesota/Dakota du Nord, 2013 et 2014

	Manitoba		Minnesota/Dakota du Nord	
	automne 2014	automne 2013	automne 2014	automne 2013
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	793	753	888	783
Urée (46-0-0)	531	490	554	497
Phosphate (\$CAN/tonne)				
PMA (11-52-0)	726	638	711	622
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	487	472	564	569
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	1,01	1,10	1,02	0,94
Essence (ordinaire sans plomb)	1,04	1,11	0,94	1,00

Source : Agriculture et agroalimentaire Canada, Enquête sur le prix des intrants agricoles.

Tableau B.9 : Comparaison entre le prix moyen de certains engrais et carburants en Saskatchewan et au Montana, 2013 et 2014

	Saskatchewan		Montana	
	automne 2014	automne 2013	automne 2014	automne 2013
Azote (\$CAN/tonne)				
Ammoniac anhydre (82-0-0)	850	806	-	-
Urée (46-0-0)	526	482	648	-
Phosphate (\$CAN/tonne)				
PMA (11-52-0)	727	646	759	-
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	489	474	630	-
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	1,05	0,95	-	-
Essence (ordinaire sans plomb)	1,26	1,10	-	-

Source : Agriculture et agroalimentaire Canada, Enquête sur le prix des intrants agricoles.

Tableau B.10 : Dépenses d'exploitation agricole, Canada, 2009-2013

	2009	2010	2011	2012	2013
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	4 352 667	4 416 980	4 947 915	5 174 396	5 272 324
Aliments achetés	5 409 320	4 984 168	5 518 370	6 024 613	6 098 980
Salaires en espèces, gîte et couvert	4 264 513	4 453 261	4 584 749	4 782 846	4 906 054
Engrais et chaux	4 047 378	3 596 054	4 241 925	5 283 736	4 953 266
Intérêts	2 387 957	2 258 878	2 350 662	2 489 119	2 627 314
Loyer	1 656 228	1 666 881	1 829 227	1 959 670	2 123 820
Pesticides	2 341 372	2 151 053	2 152 804	2 434 772	2 589 540
Achats de bétail	1 279 752	1 338 235	1 542 906	1 540 938	1 483 915
Semences	1 604 000	1 752 748	1 949 601	2 173 100	2 257 532
Réparations des bâtiments et clôtures	791 085	812 020	821 115	869 743	879 633
Électricité	764 282	783 164	812 612	852 840	868 318
Impôts fonciers	504 240	506 175	501 006	510 829	540 214
Assurance-récolte et grêle	803 333	810 479	902 000	1 057 830	1 158 437
Assurance commerciale	769 665	796 853	829 296	883 780	907 418
Insémination et vétérinaire	696 514	698 009	712 571	731 985	737 433
Autres*	4 406 621	4 299 048	4 602 951	4 634 153	4 762 040
Amortissement	5 497 758	5 509 505	5 870 597	6 100 529	6 350 403
Dépenses totales après rabais	41 576 685	40 833 511	44 170 307	47 504 879	48 516 641

Source : Statistique Canada, CANSIM, Tableau 002-0005 - Dépenses d'exploitation agricole et frais d'amortissement.

Note : Les données sur les dépenses afférentes à l'achat d'intrants tiennent compte des remises du gouvernement et peuvent avoir été arrondies.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie relative à la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Actif agricole et Graphique B.1 : Répartition de l'actif agricole, selon la catégorie d'actifs

Les renseignements concernant l'actif agricole et les différentes catégories d'actifs proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada dans CANSIM (tableau 002-0020).

Tableau B.2 : Encours de la dette agricole totale et Graphique B.2 : Répartition de la dette agricole totale selon la catégorie de prêteurs

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada dans CANSIM (tableau 002-0008).

Tableau B.3 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.3 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites illustrent qu'un faible nombre d'agriculteurs abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières.

Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du surintendant des faillites.

Tableau B.4 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.4 : Répartition du montant des prêts en cours de FAC

Les données de FAC sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.5 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA et Graphique B.5 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA

Les données portent sur : 1) les nouveaux prêts enregistrés selon la *Loi canadienne sur les prêts agricoles* (LCPA); 2) les données sur la répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LCPA. Toutes les données ont été fournies par l'administration de la LCPA.

Tableau B.6 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, selon le type d'exploitation

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type d'exploitation proviennent de l'Enquête financière sur les fermes. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée par Statistique Canada une fois tous les deux ans, pour le compte d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts dépassent 10 000 \$. Toutefois, à partir de l'année de référence 2013, les fermes dont les revenus agricoles bruts de 25,000\$ et plus sont interrogés.

Les nouveaux investissements nets représentent l'investissement de capitaux bruts desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation.

Graphique B.6 : Taux d'intérêt préférentiel et le taux hypothécaire conventionnel de 5 ans

Le taux d'intérêt préférentiel et le taux hypothécaire conventionnel de 5 ans reporté par la Banque du Canada.

Tableaux B.7, B.8 et B.9 : Prix moyens de certains engrais et carburants

Les données sur les prix des engrais sont fournies pour l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan, de même que pour les États américains adjacents à titre de comparaison, lesquelles sont fournies par des consultants privés en vertu d'un contrat conclu avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.10 : Dépenses agricoles

Les dépenses agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts reliés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie utilisée, veuillez consulter la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue.



SECTION C

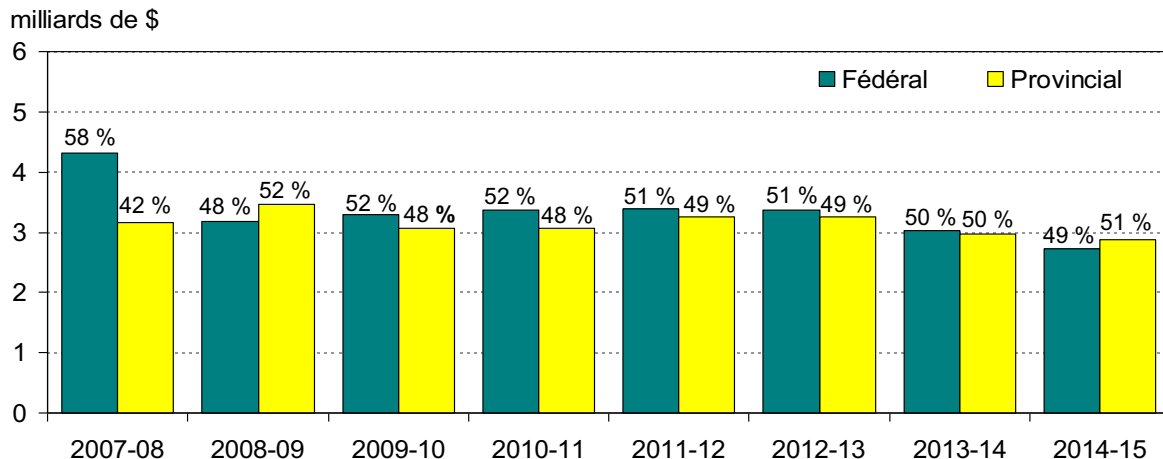
Dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2007-2008 à 2014-2015

Réparties		2007-2008	2008-2009	2009-2010	2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
		(000 \$)							
T.-N.-L.	Fédéral	12 583	9 837	9 528	10 404	12 788	11 981	9 927	9 926
	Provincial	18 121	17 339	20 529	20 409	21 728	20 452	23 478	22 799
	% Féd.	40,98	36,20	31,70	33,76	37,05	36,94	29,72	30,33
Î.-P.-É.	Fédéral	37 581	42 711	27 004	42 134	41 607	36 999	49 619	40 464
	Provincial	43 137	33 421	32 338	32 854	37 670	30 719	32 321	33 242
	% Féd.	46,56	56,10	45,51	56,19	52,48	54,64	60,56	54,90
N.-É.	Fédéral	39 246	28 400	47 591	35 390	32 699	34 228	34 087	26 944
	Provincial	66 064	56 776	61 594	55 679	52 736	56 265	60 376	53 682
	% Féd.	37,27	33,34	43,59	38,86	38,27	37,82	36,09	33,42
N.-B.	Fédéral	53 804	31 590	41 336	38 908	43 706	42 905	31 766	36 010
	Provincial	32 359	32 186	27 426	27 206	27 855	29 669	27 982	26 234
	% Féd.	62,44	49,53	60,11	58,85	61,08	59,12	53,17	57,85
Qc	Fédéral	650 592	337 799	502 490	500 387	408 766	426 143	359 775	327 748
	Provincial	911 966	1 034 066	1 036 817	1 057 925	997 123	931 675	875 193	698 869
	% Féd.	41,64	24,62	32,64	32,11	29,08	31,38	29,13	31,93
Ont.	Fédéral	904 087	869 509	668 092	636 761	593 533	543 197	604 287	476 010
	Provincial	718 236	453 366	460 888	387 437	545 801	604 721	546 109	622 608
	% Féd.	55,73	65,73	59,18	62,17	52,09	47,32	52,53	43,33
Man.	Fédéral	552 691	311 619	466 253	388 853	498 093	419 537	356 635	341 637
	Provincial	275 182	275 213	276 360	323 722	366 422	299 946	262 380	262 134
	% Féd.	66,76	53,10	62,79	54,57	57,62	58,31	57,61	56,58
Sask.	Fédéral	865 973	644 605	680 800	847 280	895 073	981 485	758 088	730 078
	Provincial	386 628	437 093	372 312	469 331	455 919	538 170	430 426	409 208
	% Féd.	69,13	59,59	64,65	64,35	66,25	64,59	63,78	64,08
Alb.	Fédéral	751 844	729 396	681 826	689 741	687 989	696 353	695 428	605 207
	Provincial	614 766	1 043 158	707 404	632 842	680 469	666 297	645 347	684 219
	% Féd.	55,02	41,15	49,08	52,15	50,27	51,10	51,87	46,94
C.-B.	Fédéral	215 904	148 184	146 112	156 869	142 426	140 065	101 322	105 142
	Provincial	100 947	81 747	78 156	64 327	78 467	71 480	77 615	69 671
	% Féd.	68,14	64,45	65,15	70,92	64,48	66,21	56,62	60,15
Autres	Fédéral	227 971	22 844	21 597	21 110	22 241	22 253	21 355	23 644
	Provincial	-	-	-	-	-	-	-	-
	% Féd.	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	4 312 277	3 176 493	3 292 629	3 367 838	3 378 920	3 355 146	3 023 489	2 722 810
	Provincial	3 167 408	3 464 365	3 073 824	3 071 732	3 264 189	3 249 393	2 981 226	2 882 665
	% Féd.	57,65	47,83	51,72	52,30	50,86	50,80	50,35	48,57

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques

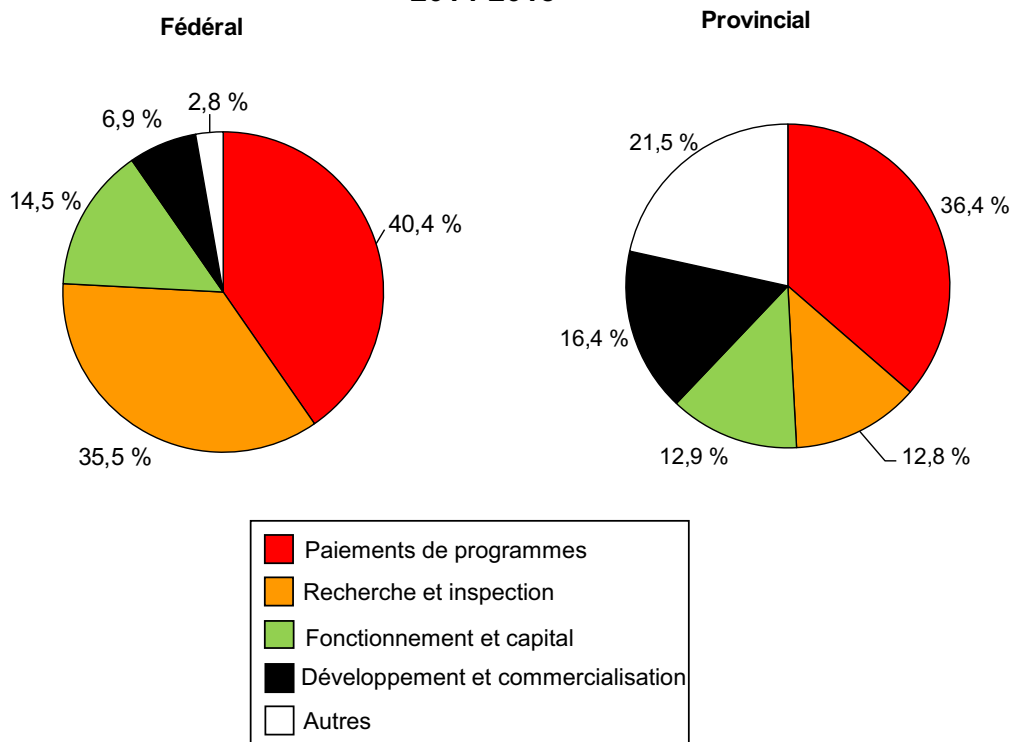
Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire, Canada, 2007-2008 à 2014-2015



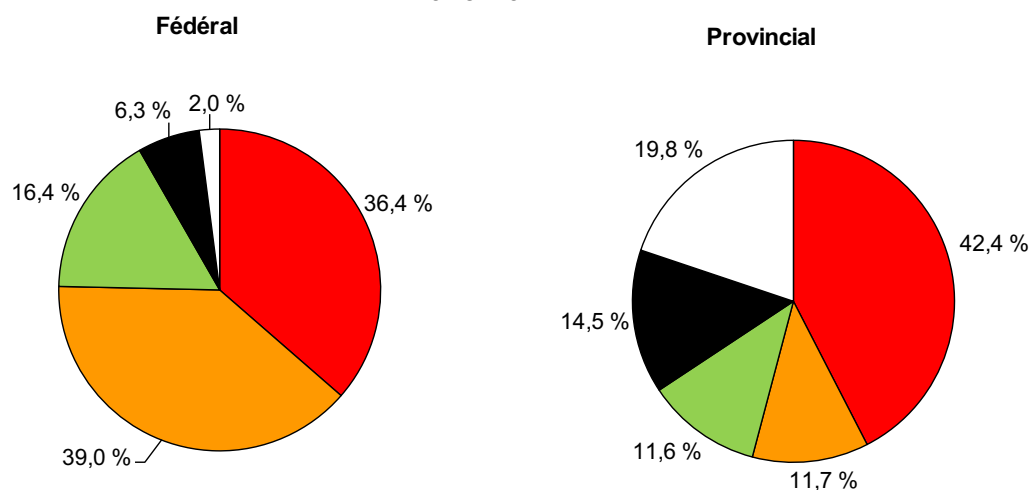
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale

2014-2015



2013-2014



Source: Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Paiements des programmes Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'Assurance-production et l'aide au financement.

Recherche et inspection Comprend les dépenses d'administration (par ex, les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital Comprend les dépenses des services d'administration générale et de gestion, de politiques, d'information et de soutien statistique.

Programmes de commercialisation et de développement Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport, pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux, et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
	(000 \$)							
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	793 745	844 966	800 906	868 888	1 673 667	1 782 412	1 677 467	1 245 530
B. Dépenses de capital	107 032	96 574	83 807	106 281	86 320	59 255	52 233	61 335
C. Dépenses de programmes	2 230 528	2 214 249	2 019 887	1 781 950	1 750 151	1 708 633	1 525 007	1 615 489
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	932 973	1 008 199	750 065	588 768	534 285	637 469	425 506	404 000
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	207 102	46 856	17 137	24 273	242 182	19 279	4 420	118 513
c.3 Assurance-production	426 213	497 724	562 325	455 098	503 956	607 145	680 627	580 874
c.4 Aide au financement	49 929	53 846	51 063	66 417	84 560	58 039	74 155	75 899
c.5 Entreposage et transport	(4 722)	684	693	290	2 367	4 746	6 653	6 700
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	30 674	31 215	31 039	29 911	646	772	657	864
c.7 Recherche*	156 759	148 769	144 234	144 623	78 499	85 110	102 750	146 881
c.8 Inspection des aliments*	49 245	45 838	53 859	53 441	57 609	57 314	34 019	56 519
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	19 883	19 233	20 240	19 673
c.10 Marketing et commercialisation	40 373	46 724	40 213	69 078	53 947	45 040	47 539	44 202
c.11 Développement rural et régional	79 017	73 199	98 650	87 802	65 029	71 225	47 339	44 305
c.12 Environnement	42 919	67 531	65 790	58 490	73 606	68 168	42 863	63 674
c.13 Enseignement	135 186	137 698	138 249	131 769	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	84 860	55 966	66 570	71 990	33 582	35 093	38 239	53 385
D. Dépenses fiscales	415 610	408 349	348 693	362 213	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	3 546 915	3 564 138	3 253 293	3 119 332	3 510 138	3 550 300	3 254 707	2 922 354
Recouvrements	(282 726)	(314 747)	(272 065)	(241 267)	(131 216)	(195 154)	(231 218)	(199 544)
Total, dépenses nettes	3 264 189	3 249 391	2 981 228	2 878 065	3 378 922	3 355 146	3 023 489	2 722 810
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
A. Dépenses de fonctionnement	9 466	9 985	11 051	10 593	4 633	4 478	4 495	3 128
B. Dépenses de capital	1 479	1 754	2 822	2 088	231	158	134	158
C. Dépenses de programmes	10 783	8 714	9 605	10 120	8 270	7 863	5 892	7 155
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	103	358	144	231	(11)	728	137	121
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	5 876	5 698	3 823	4 667	1 009	606	-	-
c.3 Assurance-production	23	41	30	20	35	60	44	38
c.4 Aide au financement	140	139	280	280	236	344	10	202
c.5 Entreposage et transport	138	169	593	250	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	29	2	-	2
c.7 Recherche*	717	579	647	-	1 366	633	1 217	2 044
c.8 Inspection des aliments*	501	113	270	129	1 125	1 626	245	485
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 138	27	503	2 804	267	369	628	753
c.11 Développement rural et régional	475	351	1 034	500	2 134	2 029	2 228	1 892
c.12 Environnement	433	-	998	-	2 073	1 466	1 183	1 513
c.13 Enseignement	1 239	1 239	1 239	1 239	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	-	-	44	-	7	-	200	105
D. Dépenses fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	21 728	20 453	23 478	22 801	13 134	12 499	10 521	10 441
Recouvrements	-	-	-	-	(347)	(516)	(596)	(514)
Total, dépenses nettes	21 728	20 453	23 478	22 801	12 787	11 983	9 925	9 927

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
	(000 \$)							
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	7 794	6 760	7 869	9 291	15 491	14 902	15 897	11 531
B. Dépenses de capital	-	-	160	-	781	532	484	568
C. Dépenses de programmes	27 909	21 992	25 914	21 982	26 495	23 287	35 377	30 210
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	4 839	3 963	4 467	2 592	7 068	1 967	3 938	2 821
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	914	1 083	550	200	(1)	(17)	192	(23)
c.3 Assurance-production	9 068	7 719	8 627	8 127	8 338	7 982	8 723	7 445
c.4 Aide au financement	1 620	164	300	-	1 300	2 381	5 464	3 232
c.5 Entreposage et transport	718	88	-	-	-	-	4	13
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	31	-	36	11	11	7	63	8
c.7 Recherche*	739	608	408	408	1 584	2 916	7 947	8 270
c.8 Inspection des aliments*	(2)	(1)	250	422	569	473	243	679
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	4 342	2 857	4 105	4 627	369	329	471	669
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	4 331	4 570	6 890	4 949
c.12 Environnement	989	899	1 654	678	2 181	1 679	983	1 545
c.13 Enseignement	4 337	4 256	4 383	4 256	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	314	356	1 134	661	745	1 000	459	602
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 968	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	37 671	30 720	35 911	33 241	42 767	38 721	51 758	42 309
Recouvrements	-	-	(3 591)	-	(1 159)	(1 722)	(2 141)	(1 848)
Total, dépenses nettes	37 671	30 720	32 320	33 241	41 608	36 999	49 617	40 461
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	14 940	18 030	12 596	13 549	18 349	17 631	18 155	13 291
B. Dépenses de capital	1 027	1 134	502	521	966	657	585	686
C. Dépenses de programmes	35 480	35 779	46 059	42 944	14 810	18 055	17 935	15 198
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	4 893	4 744	4 336	3 403	5 682	4 873	4 250	3 328
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	(218)	359	363	750	1	-	2 270	652
c.3 Assurance-production	419	446	401	591	561	676	678	579
c.4 Aide au financement	595	556	557	827	264	966	784	480
c.5 Entreposage et transport	302	-	-	-	-	-	2	5
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	94	9	42	10
c.7 Recherche*	1 102	218	18	2 015	1 895	1 244	2 037	2 062
c.8 Inspection des aliments*	4 656	4 000	4 672	5 752	821	1 222	619	1 039
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 617	1 566	2 817	4 620	666	801	922	647
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	3 178	6 231	4 269	4 095
c.12 Environnement	1 673	1 237	802	2 026	1 311	1 730	1 651	1 963
c.13 Enseignement	17 734	19 798	29 058	19 846	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	2 707	2 855	3 035	3 114	337	303	411	338
D. Dépenses fiscales	1 323	1 320	1 320	1 320	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	52 770	56 263	60 477	58 334	34 125	36 343	36 675	29 175
Recouvrements	(35)	-	(101)	(4 650)	(1 424)	(2 116)	(2 588)	(2 233)
Total, dépenses nettes	52 735	56 263	60 376	53 684	32 701	34 227	34 087	26 942

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
	(000 \$)							
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	13 323	12 381	14 144	13 082	18 114	17 241	17 142	12 629
B. Dépenses de capital	630	279	760	1 148	953	653	551	647
C. Dépenses de programmes	12 996	16 692	12 362	11 302	26 074	27 151	16 510	24 838
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	5 351	5 589	4 936	3 962	13 830	6 723	2 013	3 518
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	443	2 968	(215)	267	691	6 006	1 230	6 803
c.3 Assurance-production	1 759	2 110	1 710	2 148	2 650	3 150	2 564	2 189
c.4 Aide au financement	170	172	132	-	824	340	2 185	1 126
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	2	7
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	1	-	-	-	42	9	-	9
c.7 Recherche*	698	874	1 478	787	1 388	1 544	626	1 547
c.8 Inspection des aliments*	645	486	849	413	532	671	324	821
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	264	505	10	140	187	121	986	1 901
c.11 Développement rural et régional	120	27	-	-	3 953	6 971	5 346	5 021
c.12 Environnement	1 334	1 220	1 134	945	1 738	1 351	935	1 599
c.13 Enseignement	1 952	2 182	1 982	2 038	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	259	559	346	602	239	265	299	297
D. Dépenses fiscales	1 786	1 228	1 400	1 400	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	28 735	30 580	28 666	26 932	45 141	45 045	34 203	38 114
Recouvrements	(877)	(911)	(686)	(699)	(1 437)	(2 139)	(2 438)	(2 104)
Total, dépenses nettes	27 858	29 669	27 980	26 233	43 704	42 906	31 765	36 010
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	207 691	201 050	203 163	189 579	256 993	246 587	245 411	181 953
B. Dépenses de capital	28 042	24 631	20 240	20 531	13 448	9 212	7 964	9 352
C. Dépenses de programmes	708 952	660 572	598 562	434 071	158 621	200 524	141 656	166 870
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	496 046	447 340	398 184	240 452	25 528	73 918	48 310	58 611
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	2 955	3 477	797	1 035	2 328	738	362	77
c.3 Assurance-production	19 269	19 681	16 965	14 410	28 596	29 369	25 174	21 485
c.4 Aide au financement	29 649	25 377	30 991	44 790	35 746	25 985	13 068	30 176
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	128	407
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	19 644	19 195	19 044	17 911	135	121	167	132
c.7 Recherche*	24 374	22 410	21 713	20 922	17 981	25 631	14 802	14 725
c.8 Inspection des aliments*	23 422	19 000	19 534	15 553	5 984	5 772	1 655	3 600
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	17 836	19 752	17 248	9 357	4 672	3 932	7 109	4 448
c.11 Développement rural et régional	4 703	5 847	5 400	5 507	10 744	10 278	11 650	8 833
c.12 Environnement	29 658	38 431	29 207	20 580	18 621	14 757	5 326	7 345
c.13 Enseignement	24 805	25 934	21 447	21 548	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	16 591	14 128	18 032	22 006	8 286	10 023	13 905	17 031
D. Dépenses fiscales	52 437	45 421	53 227	54 687	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	997 122	931 674	875 192	698 868	429 062	456 323	395 031	358 175
Recouvrements	-	-	-	-	(20 295)	(30 181)	(35 257)	(30 427)
Total, dépenses nettes	997 122	931 674	875 192	698 868	408 767	426 142	359 774	327 748

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	242 881	247 976	200 947	236 129	386 297	371 090	371 361	276 823
B. Dépenses de capital	12 032	23 104	15 981	30 500	20 219	13 848	12 147	14 263
C. Dépenses de programmes	308 536	359 723	335 511	366 962	217 510	203 602	274 550	231 328
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	178 685	204 787	165 928	181 143	81 567	61 392	127 875	74 633
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	3 619	4 204	3 635	3 866	6 178	2 606	4 694	309
c.3 Assurance-production	29 642	34 095	37 247	40 000	45 808	52 495	55 850	47 666
c.4 Aide au financement	2 234	1 812	259	2 033	14 092	9 540	14 786	11 354
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	287	300	303	305	118	182	138	201
c.7 Recherche*	45 910	59 462	63 443	48 281	18 434	22 069	25 849	34 160
c.8 Inspection des aliments*	16 102	14 427	17 090	18 303	17 583	20 003	11 596	15 332
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	11 369	17 555	13 038	44 076	6 901	6 818	15 063	16 985
c.11 Développement rural et régional	7 424	8 890	9 331	6 667	11 362	10 015	767	3 883
c.12 Environnement	2 561	1 841	8 994	7 715	11 490	11 036	7 447	10 213
c.13 Enseignement	5 200	6 400	5 300	5 300	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	5 503	5 563	10 875	9 273	3 977	7 446	9 256	15 459
D. Dépenses fiscales	35 463	34 513	34 877	35 018	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	598 912	665 316	587 316	668 609	624 026	588 540	658 058	522 414
Recouvrements	(53 110)	(60 593)	(41 204)	(45 999)	(30 494)	(45 344)	(53 769)	(46 403)
Total, dépenses nettes	545 802	604 723	546 112	622 610	593 532	543 196	604 289	476 011
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	53 908	53 197	43 060	57 773	174 624	194 553	165 394	123 643
B. Dépenses de capital	8 000	1 132	1 516	356	9 055	6 261	5 110	6 000
C. Dépenses de programmes	229 043	161 026	146 568	126 947	328 522	239 745	208 750	231 515
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	96 323	63 321	44 233	33 271	148 226	79 353	49 470	49 104
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	69 341	16 963	(2 465)	1 846	58 941	10 450	(1 639)	32 524
c.3 Assurance-production	38 958	61 251	68 936	57 532	59 737	93 412	105 033	89 641
c.4 Aide au financement	(850)	(438)	-	-	15 365	9 518	18 962	12 812
c.5 Entreposage et transport	2 043	-	-	-	-	4 746	3 593	849
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	43	60	-	-	64	80	35	85
c.7 Recherche*	3 571	1 115	2 468	3 765	17 951	19 547	18 481	28 577
c.8 Inspection des aliments*	(1 034)	1 208	2 883	2 515	5 866	4 760	1 771	3 745
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	350	1 504	961	709	7 978	6 392	4 925	4 550
c.11 Développement rural et régional	9 798	(52)	19 559	13 092	4 806	5 694	3 088	2 727
c.12 Environnement	1 242	6 729	713	3 649	5 848	3 670	3 854	5 141
c.13 Enseignement	8 918	8 994	8 922	8 945	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	340	371	358	1 623	3 740	2 123	1 177	1 760
D. Dépenses fiscales	77 691	88 124	76 943	80 699	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	368 642	303 479	268 087	265 775	512 201	440 559	379 254	361 158
Recouvrements	(2 219)	(3 531)	(5 707)	(3 641)	(14 111)	(21 020)	(22 617)	(19 519)
Total, dépenses nettes	366 423	299 948	262 380	262 134	498 090	419 539	356 637	341 639

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
	(000 \$)							
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	64 991	102 327	105 849	114 033	354 624	427 437	378 006	281 003
B. Dépenses de capital	5 078	2 264	2 418	6 747	17 901	12 288	11 291	13 259
C. Dépenses de programmes	397 439	471 102	344 036	313 400	549 755	582 215	418 774	478 952
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	83 400	203 600	59 874	55 240	162 594	306 592	109 647	113 131
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	100 614	8 967	5 168	8 115	143 953	(6)	(2 673)	66 199
c.3 Assurance-production	122 967	152 790	166 310	134 100	180 292	220 933	257 601	219 850
c.4 Aide au financement	9 030	9 584	2 254	820	11 076	4 684	7 821	9 130
c.5 Entreposage et transport	290	40	33	40	2 367	-	1 033	2 525
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	68	74	74	85	34	160	47	187
c.7 Recherche*	18 670	19 847	28 057	25 856	7 104	4 984	15 406	25 416
c.8 Inspection des aliments*	3 116	3 093	5 220	8 548	5 399	6 115	4 078	7 612
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	163	130	1 312	2 330	5 276	6 096	4 624	4 268
c.11 Développement rural et régional	53 547	55 187	59 878	58 086	7 783	8 622	3 320	4 886
c.12 Environnement	5 031	17 175	15 123	15 998	13 834	17 147	9 894	14 492
c.13 Enseignement	10	-	12	-	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	533	615	721	4 182	10 043	6 888	7 976	11 256
D. Dépenses fiscales	132 925	127 575	116 077	119 614	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	600 433	703 268	568 380	553 794	922 280	1 021 940	808 071	773 214
Recouvrements	(144 512)	(165 100)	(137 954)	(149 186)	(27 206)	(40 455)	(49 983)	(43 136)
Total, dépenses nettes	455 921	538 168	430 426	404 608	895 074	981 485	758 088	730 078
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	151 612	163 503	168 700	189 265	350 476	397 346	374 592	277 226
B. Dépenses de capital	49 908	41 281	38 445	43 978	17 771	12 209	11 162	13 108
C. Dépenses de programmes	463 435	439 791	459 400	421 818	346 831	327 065	359 086	357 519
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	46 504	51 152	49 351	55 201	74 757	74 358	81 105	84 026
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	17 777	2 287	4 539	3 047	25 916	(1 120)	(30)	10 894
c.3 Assurance-production	196 509	211 392	252 099	192 000	165 303	186 712	213 527	182 235
c.4 Aide au financement	7 560	16 480	16 290	17 667	5 466	3 823	10 163	6 911
c.5 Entreposage et transport	(8 214)	-	-	-	-	-	545	1 740
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	10 601	11 586	11 582	11 600	86	159	91	185
c.7 Recherche*	60 068	43 655	24 881	41 550	10 018	5 163	13 030	21 741
c.8 Inspection des aliments*	1 439	1 573	1 146	-	15 090	13 449	12 220	19 717
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	220	253	220	264	23 685	14 604	7 939	5 762
c.11 Développement rural et régional	1 450	1 450	1 449	1 450	11 495	13 744	7 577	5 922
c.12 Environnement	-	-	-	-	11 160	11 352	9 359	13 117
c.13 Enseignement	70 992	68 895	65 906	68 598	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	58 529	31 068	31 937	30 441	3 855	4 821	3 560	5 269
D. Dépenses fiscales	97 487	106 332	61 623	66 249	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	762 442	750 907	728 168	721 310	715 078	736 620	744 840	647 853
Recouvrements	(81 973)	(84 611)	(82 821)	(37 091)	(27 088)	(40 267)	(49 414)	(42 645)
Total, dépenses nettes	680 469	666 296	645 347	684 219	687 990	696 353	695 426	605 208

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
	(000 \$)							
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	27 141	29 757	33 524	35 594	94 032	91 115	86 965	64 308
B. Dépenses de capital	836	994	965	413	4 993	3 436	2 805	3 293
C. Dépenses de programmes	35 960	38 862	41 870	32 407	51 056	56 908	23 969	48 255
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	16 828	23 345	18 611	13 273	15 226	27 543	(1 253)	14 707
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	5 781	851	941	480	3 165	16	14	1 078
c.3 Assurance-production	7 600	8 200	10 000	6 170	12 638	12 356	11 420	9 747
c.4 Aide au financement	(220)	-	-	-	190	457	913	475
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	6	21
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	33	44	74	46
c.7 Recherche*	911	-	1 121	1 039	704	1 304	3 229	7 578
c.8 Inspection des aliments*	400	1 940	1 944	1 807	4 462	3 043	1 150	3 065
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 075	2 575	-	151	3 170	4 353	4 198	3 032
c.11 Développement rural et régional	1 500	1 500	2 000	2 500	4 758	2 424	1 872	1 882
c.12 Environnement	-	-	7 166	6 900	5 159	3 645	2 018	6 365
c.13 Enseignement	-	-	-	-	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	85	451	87	87	1 551	1 723	328	259
D. Dépenses fiscales	14 531	1 867	1 258	1 258	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	78 468	71 480	77 617	69 672	150 081	151 459	113 739	115 856
Recouvrements	-	-	-	-	(7 656)	(11 395)	(12 415)	(10 714)
Total, dépenses nettes	78 468	71 480	77 617	69 672	142 425	140 064	101 324	105 142

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Notes : Les dépenses reliées aux programmes d'exemption de la taxe sur l'essence ne sont que des estimations dans plusieurs provinces.

Provisoires : chiffres basés sur les données réelles et sur les prévisions budgétaires lorsque les données réelles ne sont pas disponibles.

Estimations : chiffres basés sur les prévisions budgétaires.

* Les programmes de recherche et d'inspection sont limités aux subventions et contributions aux activités de recherche et d'inspection. Les coûts d'exploitation (par exemple les salaires des chercheurs et des inspecteurs) et d'immobilisation sont inclus dans les dépenses de fonctionnement et de capital. Les détails de cette information sont présentés au tableau C3.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
	(000 \$)							
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	15 169	12 643	16 876	20 820	269 030	340 665	358 095	269 584
- capital	12 290	22 398	18 262	31 079	11 582	954	1 675	5 285
- programme	156 759	148 769	144 234	144 623	78 499	85 110	102 750	146 881
Total, Recherche	184 218	183 810	179 372	196 522	359 111	426 729	462 520	421 750
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	133 898	135 629	141 432	146 648	756 249	747 589	749 757	530 646
- capital	16 474	12 171	5 142	1 771	29 686	31 533	21 465	27 959
- programme	49 245	45 838	53 859	53 441	57 609	57 314	34 019	56 519
Total, Inspection	199 617	193 638	200 433	201 860	843 544	836 436	805 241	615 124
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	234	479	887	986	726	911	957	695
- capital	33	23	41	63	31	3	4	14
- programme	717	579	647	-	1 366	633	1 217	2 044
Total, Recherche	984	1 081	1 575	1 049	2 123	1 547	2 178	2 753
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 570	2 338	2 427	2 374	2 058	1 944	1 901	1 325
- capital	10	422	1 978	165	78	83	55	72
- programme	501	113	270	129	1 125	1 626	245	485
Total, Inspection	3 081	2 873	4 675	2 668	3 261	3 653	2 201	1 882
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	2 470	3 114	3 308	2 496
- capital	-	-	-	-	106	9	16	49
- programme	739	608	408	408	1 584	2 916	7 947	8 270
Total, Recherche	739	608	408	408	4 160	6 039	11 271	10 815
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 068	2 570	3 469	3 455	6 647	6 552	7 139	4 794
- capital	-	-	160	-	262	278	199	259
- programme	(2)	(1)	250	422	569	473	243	679
Total, Inspection	2 066	2 569	3 879	3 877	7 478	7 303	7 581	5 732

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
	(000 \$)							
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	3 077	3 890	4 038	3 017
- capital	480	377	502	-	132	11	19	59
- programme	1 102	218	18	2 015	1 895	1 244	2 037	2 062
Total, Recherche	1 582	595	520	2 015	5 104	5 145	6 094	5 138
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 740	1 797	2 261	2 365	8 237	8 084	8 132	5 769
- capital	-	-	-	-	322	342	240	313
- programme	4 656	4 000	4 672	5 752	821	1 222	619	1 039
Total, Inspection	6 396	5 797	6 933	8 117	9 380	9 648	8 991	7 121
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	904	414	653	-	2 978	3 596	3 768	2 843
- capital	1	9	-	-	128	11	18	56
- programme	698	874	1 478	787	1 388	1 544	626	1 547
Total, Recherche	1 603	1 297	2 131	787	4 494	5 151	4 412	4 446
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 415	3 166	4 184	2 257	7 994	7 887	7 754	5 440
- capital	142	2	121	-	325	345	226	295
- programme	645	486	849	413	532	671	324	821
Total, Inspection	4 202	3 654	5 154	2 670	8 851	8 903	8 304	6 556
QUÉBEC								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	3 122	2 786	2 526	2 369	41 984	52 943	54 488	41 108
- capital	-	-	-	-	1 811	149	255	806
- programme	24 374	22 410	21 713	20 922	17 981	25 631	14 802	14 725
Total, Recherche	27 496	25 196	24 239	23 291	61 776	78 723	69 545	56 639
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	46 809	40 396	40 474	35 947	114 612	113 240	111 110	79 413
- capital	14 056	9 460	1 391	450	4 592	4 877	3 273	4 263
- programme	23 422	19 000	19 534	15 553	5 984	5 772	1 655	3 600
Total, Inspection	84 287	68 856	61 399	51 950	125 188	123 889	116 038	87 276

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	2 972	2 710	3 132	3 326	63 472	80 090	83 145	62 691
- capital	10 750	20 714	15 481	30 000	2 724	224	390	1 229
- programme	45 910	59 462	63 443	48 281	18 434	22 069	25 849	34 160
Total, Recherche	59 632	82 886	82 056	81 607	84 630	102 383	109 384	98 080
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	39 811	41 902	42 971	47 211	175 368	173 345	168 711	122 360
- capital	1 000	1 000	500	500	6 899	7 328	4 992	6 502
- programme	16 102	14 427	17 090	18 303	17 583	20 003	11 596	15 332
Total, Inspection	56 913	57 329	60 561	66 014	199 850	200 676	185 299	144 194
MANITOBA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	1 384	1 594	27 980	33 849	35 235	26 370
- capital	-	-	-	-	1 199	99	164	517
- programme	3 571	1 115	2 468	3 765	17 951	19 547	18 481	28 577
Total, Recherche	3 571	1 115	3 852	5 359	47 130	53 495	53 880	55 464
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	10 147	10 045	11 287	11 680	79 896	79 106	73 081	52 379
- capital	180	457	-	-	3 192	3 391	2 100	2 735
- programme	(1 034)	1 208	2 883	2 515	5 866	4 760	1 771	3 745
Total, Inspection	9 293	11 710	14 170	14 195	88 954	87 257	76 952	58 859
SASKATCHEWAN								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	1 553	-	1 574	945	55 686	71 206	77 338	58 277
- capital	-	-	-	-	2 402	198	362	1 143
- programme	18 670	19 847	28 057	25 856	7 104	4 984	15 406	25 416
Total, Recherche	20 223	19 847	29 631	26 801	65 192	76 388	93 106	84 836
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 762	530	813	1 047	162 809	161 365	167 924	117 344
- capital	-	-	-	-	6 155	6 538	4 640	6 044
- programme	3 116	3 093	5 220	8 548	5 399	6 115	4 078	7 612
Total, Inspection	6 878	3 623	6 033	9 595	174 363	174 018	176 642	131 000

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection liées au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015 (suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
	(000 \$)							
ALBERTA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	5 575	5 859	6 357	9 748	55 196	71 932	76 626	57 613
- capital	1 025	1 274	2 238	1 016	2 381	196	358	1 130
- programme	60 068	43 655	24 881	41 550	10 018	5 163	13 030	21 741
Total, Recherche	66 668	50 788	33 476	52 314	67 595	77 291	90 014	80 484
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	17 163	25 209	22 875	30 111	157 094	155 090	164 963	114 158
- capital	815	414	460	380	6 128	6 510	4 587	5 975
- programme	1 439	1 573	1 146	-	15 090	13 449	12 220	19 717
Total, Inspection	19 417	27 196	24 481	30 491	178 312	175 049	181 770	139 850
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	809	395	363	1 853	15 460	19 136	19 185	14 475
- capital	-	-	-	-	667	55	90	284
- programme	911	-	1 121	1 039	704	1 304	3 229	7 578
Total, Recherche	1 720	395	1 484	2 892	16 831	20 495	22 504	22 337
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	6 414	7 675	10 671	10 201	41 527	40 970	39 038	27 663
- capital	271	417	533	276	1 732	1 840	1 153	1 501
- programme	400	1 940	1 944	1 807	4 462	3 043	1 150	3 065
Total, Inspection	7 085	10 032	13 148	12 284	47 721	45 853	41 341	32 229

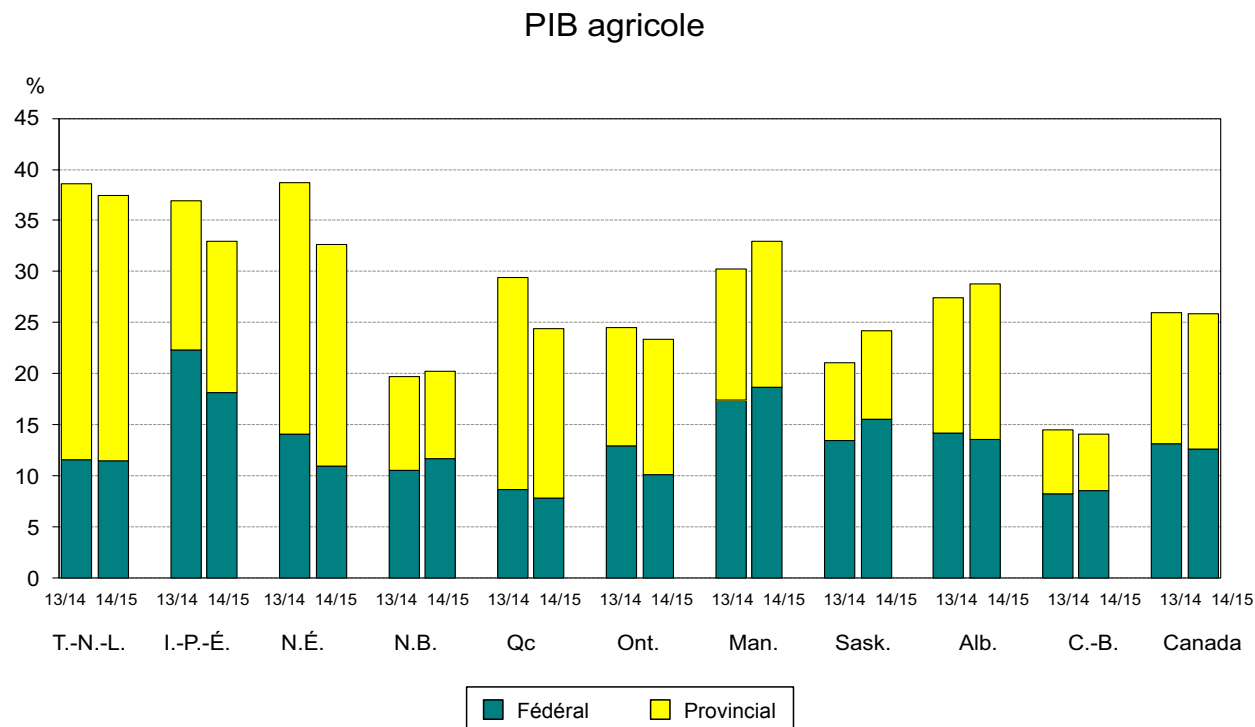
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015

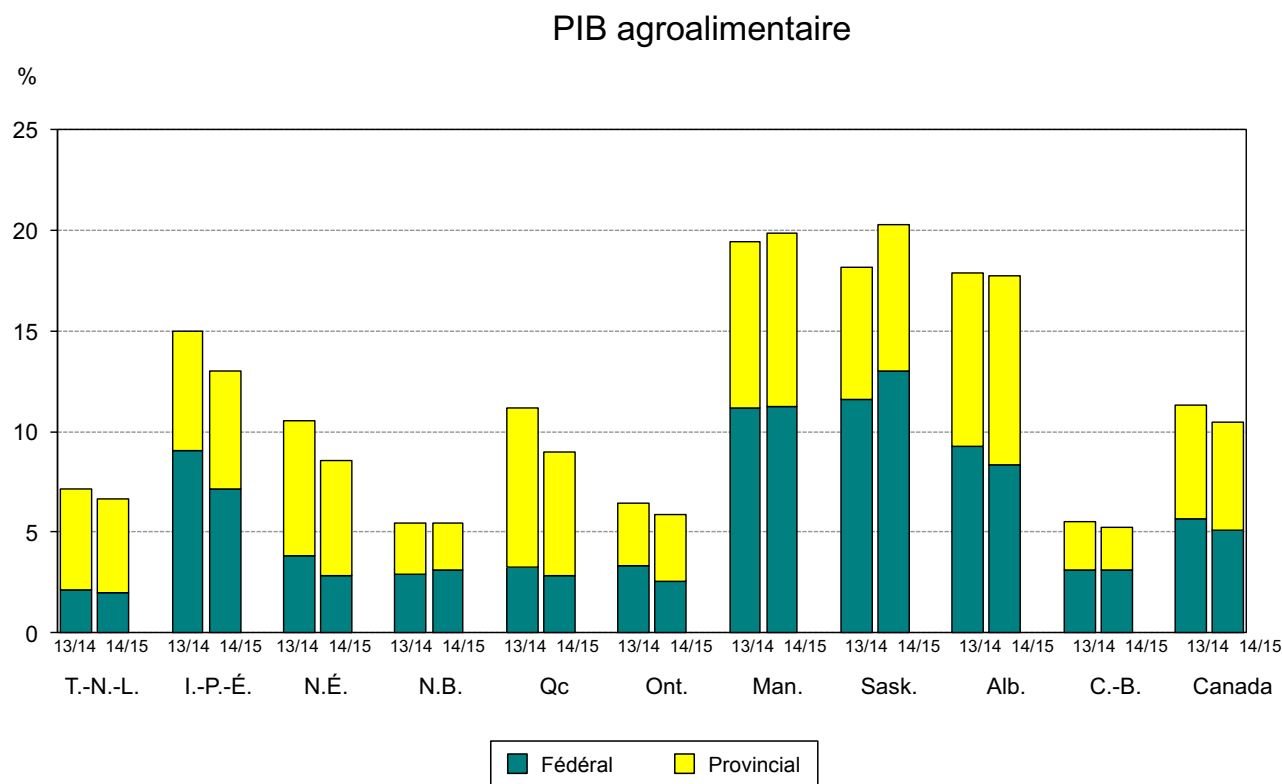
	Agricole				Agroalimentaire			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
PIB provincial (millions de \$)	81,7	81,3	86,7	87,3	443,4	450,1	467,8	490,3
Fédéral (%)	15,7	14,7	11,5	11,4	2,9	2,7	2,1	2,0
Provincial (%)	26,6	25,2	27,1	26,1	4,9	4,5	5,0	4,6
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de \$)	208,5	207,5	222,1	223,3	524,9	521,3	546,4	565,4
Fédéral (%)	20,0	17,8	22,3	18,1	7,9	7,1	9,1	7,2
Provincial (%)	18,1	14,8	14,6	14,9	7,2	5,9	5,9	5,9
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de \$)	230,1	231,5	244,1	247,5	871,9	863,0	896,5	939,4
Fédéral (%)	14,2	14,8	14,0	10,9	3,8	4,0	3,8	2,9
Provincial (%)	22,9	24,3	24,7	21,7	6,0	6,5	6,7	5,7
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de \$)	270,4	281,1	303,8	308,6	1 028,8	1 038,8	1 088,2	1 140,4
Fédéral (%)	16,2	15,3	10,5	11,7	4,2	4,1	2,9	3,2
Provincial (%)	10,3	10,6	9,2	8,5	2,7	2,9	2,6	2,3
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de \$)	3 821,2	3 931,4	4 199,5	4 204,0	10 490,1	10 634,2	11 053,0	11 454,5
Fédéral (%)	10,7	10,8	8,6	7,8	3,9	4,0	3,3	2,9
Provincial (%)	26,1	23,7	20,8	16,6	9,5	8,8	7,9	6,1
ONTARIO								
PIB provincial (millions de \$)	4 305,0	4 363,4	4 688,6	4 701,8	16 918,1	17 259,2	17 928,3	18 704,8
Fédéral (%)	13,8	12,4	12,9	10,1	3,5	3,1	3,4	2,5
Provincial (%)	12,7	13,9	11,6	13,2	3,2	3,5	3,0	3,3
MANITOBA								
PIB provincial (millions de \$)	1 438,2	1 731,1	2 049,3	1 830,4	2 532,4	2 832,3	3 189,5	3 037,6
Fédéral (%)	34,6	24,2	17,4	18,7	19,7	14,8	11,2	11,2
Provincial (%)	25,5	17,3	12,8	14,3	14,5	10,6	8,2	8,6
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de \$)	4 048,9	4 485,0	5 668,5	4 708,0	4 868,1	5 328,3	6 533,5	5 623,3
Fédéral (%)	22,1	21,9	13,4	15,5	18,4	18,4	11,6	13,0
Provincial (%)	11,3	12,0	7,6	8,7	9,4	10,1	6,6	7,3
ALBERTA								
PIB provincial (millions de \$)	4 061,6	4 122,2	4 884,6	4 479,0	6 583,8	6 654,9	7 510,5	7 264,2
Fédéral (%)	16,9	16,9	14,2	13,5	10,4	10,5	9,3	8,3
Provincial (%)	16,8	16,2	13,2	15,3	10,3	10,0	8,6	9,4
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de \$)	1 164,5	1 155,2	1 233,0	1 242,9	3 095,2	3 073,7	3 225,6	3 349,9
Fédéral (%)	12,2	12,1	8,2	8,5	4,6	4,6	3,1	3,1
Provincial (%)	6,7	6,2	6,3	5,6	2,5	2,3	2,4	2,1
CANADA								
PIB national (millions de \$)	19 083,4	20 000,8	23 026,7	21 646,8	48 107,6	49 319,3	53 210,5	53 585,1
Fédéral (%)	17,7	16,8	13,1	12,6	7,0	6,8	5,7	5,1
Provincial (%)	17,1	16,2	12,9	13,3	6,8	6,6	5,6	5,4

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada Direction générale des politiques stratégiques; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques dans le secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire, 2013-2014 et 2014-2015



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques; le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : Importance du PIB agroalimentaire et des dépenses publiques au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2011-2012 à 2014-2015

	PIB Total				Dépenses totales			
	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations	2011-2012	2012-2013	2013-2014 Provisoires	2014-2015 Estimations
TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR								
Total provincial (millions de \$)	31 695	32 253	34 688	35 315	6 658	6 494	6 429	7 502
PIB agroalim. en % du PIB total	1,40	1,40	1,35	1,39				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,33	0,31	0,37	0,30
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de \$)	4 973	5 067	5 196	5 301	1 652	1 585	1 566	1 657
PIB agroalim. en % du PIB total	10,55	10,29	10,52	10,67				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,28	1,94	2,06	2,01
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de \$)	35 278	34 959	36 118	37 666	8 235	8 451	8 465	8 704
PIB agroalim. en % du PIB total	2,47	2,47	2,48	2,49				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,64	0,67	0,71	0,62
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de \$)	29 273	29 178	29 676	30 649	8 050	8 289	8 262	8 427
PIB agroalim. en % du PIB total	3,51	3,56	3,67	3,72				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,35	0,36	0,34	0,31
QUÉBEC								
Total provincial (millions de \$)	323 074	334 328	340 040	352 846	88 134	90 354	94 934	97 446
PIB agroalim. en % du PIB total	3,25	3,18	3,25	3,25				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,13	1,03	0,92	0,72
ONTARIO								
Total provincial (millions de \$)	614 769	633 097	649 509	675 726	122 742	122 589	126 364	130 376
PIB agroalim. en % du PIB total	2,75	2,73	2,76	2,77				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,44	0,49	0,43	0,48
MANITOBA								
Total provincial (millions de \$)	52 463	54 491	56 801	59 464	12 098	11 850	12 207	12 339
PIB agroalim. en % du PIB total	4,83	5,20	5,62	5,11				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,03	2,53	2,15	2,12
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de \$)	71 169	75 273	79 067	81 873	13 711	14 285	13 829	12 183
PIB agroalim. en % du PIB total	6,84	7,08	8,26	6,87				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,33	3,77	3,11	3,36
ALBERTA								
Total provincial (millions de \$)	293 510	304 961	324 196	345 469	39 566	41 435	44 538	40 432
PIB agroalim. en % du PIB total	2,24	2,18	2,32	2,10				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,72	1,61	1,45	1,69
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de \$)	200 135	203 736	212 887	221 581	35 371	35 120	34 890	36 140
PIB agroalim. en % du PIB total	1,55	1,51	1,52	1,51				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,22	0,20	0,22	0,19
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de \$)	1 656 339	1 707 342	1 768 179	1 845 890	336 217	340 453	351 484	355 206
PIB agroalim. en % du PIB total	2,86	2,85	2,97	2,85				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,97	0,95	0,85	0,81
CANADA - FÉDÉRAL								
Total fédéral (millions de \$)	1 667 570	1 719 887	1 781 560	1 859 806	271 423	275 564	276 828	241 597
PIB agroalim. en % du PIB total	2,88	2,87	2,99	2,88				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,24	1,22	1,09	1,13

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie relative aux dépenses publiques

Définition des dépenses publiques au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourmiture et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et à la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques, lesquels sont fournis par des agents de différents ministères, proviennent de sources diverses, soit : de comptes publics, des budgets et/ou des plans de dépenses fédéraux et provinciaux, de Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, laquelle est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiennent compte des frais d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Le déficit des programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites « à l'étranger ». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses « à l'étranger » comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales et celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. À titre d'exemple, notons l'assurance-récolte/production et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, conformément aux comptes publics, les bonifications d'intérêts et la défaillance sur les prêts sont inclus puisqu'elles sont considérées comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value, lesquelles font partie des estimations des DP. De la même façon, des provisions pour pertes probables sur des prêts garantis émis par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement semble compromis, et ces évaluations font partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Le recouvrement des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus des programmes, et d'autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur

nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances, et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales au secteur agroalimentaire

Les données présentées dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères, comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et Statistique Canada. Ces données incluent également les dépenses publiques des différents ministères provinciaux.

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doit être effectuée par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.
- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces.
- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - Les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes.
 - Toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de

ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains. Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé.

- À l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province.
- La catégorie « Autres » inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels le PCSRA, CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels le Programme de paiements pour les producteurs de

céréales et d'oléagineux (PPPCO), les programmes d'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.

- **Le programme d'assurance-récolte/production** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme.
- **L'aide au financement** comprend la *Loi sur les programmes de commercialisation agricole* (LPCA) qui est composé du Programme de paiements anticipés (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la *Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative* (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport.
- **Les programmes sociaux et de main-d'oeuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection.

- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.
- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y

compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles celles versées en vertu de la *Loi sur la santé des animaux* et de la *Loi sur la protection des végétaux*.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage du PIB agricole et du PIB agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB aux prix de base de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB « agricole » comprennent toutes les industries agricoles primaires et de services connexes. Le PIB « agroalimentaire » est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest.



SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2011-2013

	2011	2012	2013 Provisoires
	- millions de \$ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	46 900	50 893	51 653
dont : part de produits SPM ¹ (%)	85	85	85
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	32 756	35 516	34 098
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 435	7 795	6 210
Soutien des prix du marché	4 264	4 967	4 320
Paielements au titre de la production	0	0	0
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	501	503	414
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ² courants production requise	2 225	2 188	1 422
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants production requise	2	0	0
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants production facultative	365	46	1
Paielements selon des critères non liés à des produits de base	15	0	0
Paielements divers	63	93	53
ESP en pourcentage	15	15	12
Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs)	1,10	1,11	1,09
Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)	1,17	1,17	1,13
Estimation du soutien aux services d'intérêt général	2 591	2 467	2 571
Recherche et développement	922	955	936
Établissements d'enseignement agricole	1 008	993	989
Services d'inspection	352	249	226
Infrastructures	239	196	168
Commercialisation et promotion	0	0	0
Stockage public	69	74	253
Divers	-4 697	-5 477	-4 857
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	-4 255	-4 961	-4 317
Transferts des consommateurs aux producteurs	-443	-517	-542
Autres transferts des consommateurs	0	2	2
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	1
Surcoût de l'alimentation animale	-14	-15	-14
ESC en pourcentage			
Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs)	1,17	1,18	1,17
Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)	1,17	1,18	1,17
Estimation du soutien total (EST)	10 026	10 264	8 782
Transferts des consommateurs	4 698	5 478	4 859
Transferts des contribuables	5 771	5 303	4 465
Recettes budgétaires	-443	-517	-542

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.² S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).

Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013

		2011	2012	2013 Provisoires
		(en pourcentage de l'ESP total)		
Australie	Soutien au titre de la production des produits de base	0	0	0
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	35	55	56
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev ¹ courants, production requise	27	10	10
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	36	34	33
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	2	1	1
	Paielements divers	0	0	0
Canada	Soutien au titre de la production des produits de base	57	64	70
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	7	6	7
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	30	28	23
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	5	1	0
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	1	1	1
Union européenne²	Soutien au titre de la production des produits de base	15	22	24
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	15	15	13
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	19	17	16
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	48	44	44
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	2	3	2
	Paielements divers	0	0	0
Japon	Soutien au titre de la production des produits de base	81	86	84
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	3	3	3
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	9	4	6
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	8	7	7
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Mexique	Soutien au titre de la production des produits de base	22	34	30
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	52	40	44
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	6	5	10
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	5	4	4
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	16	16	13
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Soutien au titre de la production des produits de base	85	83	77
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	14	17	23
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paielements divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Tableau D.2 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013 (suite)

		2011	2012	2013 Provisoires
		(en pourcentage de l'ESP total)		
États-Unis	Soutien au titre de la production des produits de base	7	20	13
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	33	30	33
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	33	25	28
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	19	17	17
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	9	8	9
	Paiements divers	0	0	0
OCDE	Soutien au titre de la production des produits de base	43	49	47
	Paiements au titre de l'utilisation d'intrants	14	12	13
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	17	13	14
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	25	23	24
	Paiements selon des critères non liés à des produits de base	2	2	2
	Paiements divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ S (Superficie cultivée), Na (nombre d'animaux), Rec (recettes), Rev (revenus agricoles).² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.**Tableau D.3 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013**

	2011	2012	2013 Provisoires	2011	2012	2013 Provisoires
	ESP Total (millions de \$US)			ESP en pourcentage (% de recettes agricoles brutes)		
Australie	1 591	1 005	961	3	2	2
Canada	7 516	7 801	6 028	15	15	12
Union européenne ¹	108 331	110 952	116 257	18	20	20
Japon	60 384	65 567	53 947	51	55	56
Mexique	6 964	6 993	7 814	13	12	12
Nouvelle-Zélande	159	145	111	1	1	1
États-Unis	31 038	33 548	31 022	8	8	7
OCDE	258 473	266 382	257 950	18	19	18

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014 Pays de l'OCDE.

¹ UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013

	Blé			Maïs			Autres céréales			Canola/colza			Soya		
	2011	2012	2013p	2011	2012	2013p	2011	2012	2013p	2011	2012	2013p	2011	2012	2013p
Australie	0,0	0,0	0,0	n.c.	n.c.	n.c.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	1,3	0,6	1,5	0,9	1,1	2,5	2,9	0,6	2,5	1,3	2,5	1,5	0,7	0,4	1,0
Union européenne ²	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Japon	51,5	43,8	48,1	n.c.	n.c.	n.c.	72,5	71,3	66,2	n.c.	n.c.	n.c.	46,7	49,6	46,3
Mexique	21,4	12,5	12,1	8,6	2,5	4,5	0,5	0,0	0,0	n.c.	n.c.	n.c.	9,7	0,3	3,6
Nouvelle-Zélande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
États-Unis	7,3	6,0	7,9	3,6	3,5	4,3	4,6	3,7	3,7	n.c.	n.c.	n.c.	4,0	3,3	3,6
OCDE	4,3	4,4	4,0	3,4	2,9	3,7	3,0	2,7	3,3	0,6	1,1	0,8	6,0	4,7	5,4

	Viande bovine			Viande porcine			Lait			Volaille			Oeufs		
	2011	2012	2013p	2011	2012	2013p	2011	2012	2013p	2011	2012	2013p	2011	2012	2013p
Australie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Canada	3,4	2,5	2,2	5,3	5,1	3,5	43,3	50,4	43,8	32,8	36,2	29,3	25,6	27,7	21,8
Union européenne	15,0	31,9	39,8	0,1	0,1	1,9	1,3	1,7	1,5	23,1	20,2	9,9	1,0	0,9	0,0
Japon	36,0	33,6	43,1	65,9	68,3	58,1	54,0	64,6	63,9	10,2	10,1	10,2	15,0	15,3	15,3
Mexique	8,4	8,3	7,1	6,8	7,1	12,2	-0,3	4,8	0,0	15,8	16,3	14,8	-0,4	0,0	6,3
Nouvelle-Zélande	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,0	25,3	18,3	16,1	0,0	0,0
États-Unis	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	1,3	11,7	6,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
OCDE	10,3	15,0	17,3	9,1	8,4	7,8	7,8	12,3	9,6	11,1	9,7	6,3	5,5	3,8	4,6

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

p: Provisoires

n.c. non calculé

¹ Pourcentage des recettes agricoles brutes pour un produit en particulier.² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.**Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013**

	2011	2012	2013 Provisoires	2011	2012	2013 Provisoires
	ESSG (millions de \$US)			part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)		
Australie	1 091	1 098	1 003	41	52	51
Canada	2 619	2 469	2 496	26	24	29
Union européenne ²	14 719	13 779	14 012	12	11	11
Japon	12 594	11 549	9 425	17	15	15
Mexique	801	955	649	10	12	8
Nouvelle-Zélande	361	385	354	69	73	76
États-Unis	6 640	9 873	10 702	9	12	13
OCDE	43 888	44 192	43 675	13	13	13

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013

		2011	2012	2013 Provisoires
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Australie	Système de connaissances et d'innovation agricoles	66	57	61
	Inspection et contrôle	1	0	0
	Développement et entretien des infrastructures	11	11	7
	Commercialisation et promotion	21	30	32
	Stockage public	1	1	1
	Divers	0	0	0
Canada	Système de connaissances et d'innovation agricoles	20	20	21
	Inspection et contrôle	10	11	10
	Développement et entretien des infrastructures	39	40	39
	Commercialisation et promotion	22	20	22
	Stockage public	10	9	9
	Divers	0	0	0
Union européenne²	Système de connaissances et d'innovation agricoles	19	19	19
	Inspection et contrôle	14	14	14
	Développement et entretien des infrastructures	7	5	5
	Commercialisation et promotion	29	29	28
	Stockage public	31	33	33
	Divers	-1	0	0
Japon	Système de connaissances et d'innovation agricoles	11	8	14
	Inspection et contrôle	5	4	7
	Développement et entretien des infrastructures	1	1	3
	Commercialisation et promotion	77	82	70
	Stockage public	0	1	1
	Divers	3	2	3
Mexique	Système de connaissances et d'innovation agricoles	13	14	12
	Inspection et contrôle	35	39	33
	Développement et entretien des infrastructures	11	8	15
	Commercialisation et promotion	28	32	36
	Stockage public	14	7	4
	Divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Système de connaissances et d'innovation agricoles	30	25	30
	Inspection et contrôle	6	6	7
	Développement et entretien des infrastructures	38	47	37
	Commercialisation et promotion	25	22	26
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
États-Unis	Système de connaissances et d'innovation agricoles	3	3	3
	Inspection et contrôle	0	0	0
	Développement et entretien des infrastructures	2	2	1
	Commercialisation et promotion	6	0	5
	Stockage public	86	92	88
	Divers	0	0	0

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013 (suite)

		2011	2012	2013 Provisoires
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
OCDE	Système de connaissances et d'innovation agricoles	8	8	8
	Inspection et contrôle	3	3	3
	Développement et entretien des infrastructures	4	3	3
	Commercialisation et promotion	17	16	14
	Stockage public	65	66	70
	Divers	1	1	1

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ Voir la note à la fin de la méthodologie.² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.**Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013**

	2011	2012	2013 Provisoires
	ESC en pourcentage (%) ¹		
Australie	0	0	0
Canada	-16	-15	-15
Union européenne ²	-3	-2	-4
Japon	-45	-44	-46
Mexique	-3	-3	-5
Nouvelle-Zélande	-3	-4	-3
États-Unis	13	13	14
OCDE	-8	-8	-8

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.² UE27 pour 2011, 2012 et 2013.**Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2011-2013**

	2011	2012	2013 Provisoires
	EST en pourcentage du PIB (%)		
Australie	0,16	0,16	0,15
Canada	0,61	0,59	0,58
Union européenne ¹	0,73	0,70	0,73
Japon	1,19	1,24	1,21
Mexique	0,71	0,71	0,69
Nouvelle-Zélande	0,26	0,32	0,28
États-Unis	0,94	0,96	1,00
OCDE	0,93	0,96	0,94

Source : OCDE, Politiques agricoles : suivi et évaluation 2014, Pays de l'OCDE.

¹ UE27 pour 2011, 2012 et 2013.

Méthodologie relative aux indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1986, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure l'aide à l'agriculture en utilisant plusieurs indicateurs de transfert. Le plus important et le plus fondamental de ces indicateurs est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). Ces résultats obtenus représentent la seule source disponible d'information transparente et comparable à l'échelle mondiale.

L'ESP est une mesure de l'ampleur et du type de transferts, L'ESP classe par catégories les différents types de transfert de manière à faciliter l'analyse des politiques et à améliorer l'évaluation de la réforme des politiques. Puisque les mesures agricoles ont évolué, l'OCDE a décidé de réviser le système de classification de l'ESP pour mieux tenir compte des nouveaux types de mesures. L'OCDE a adopté d'importants changements à la classification des catégories de mesures générales de l'ESP, a changé la façon de mesurer le soutien par produits et a amélioré la présentation des indicateurs pertinents. Les catégories génériques déterminent :

- le fondement sur lequel repose le soutien, soit la production, les intrants, la superficie cultivée, le nombre d'animaux, les recettes, le revenu, les critères non liés à des produits de base;
- si le soutien est fondé sur un niveau courant ou antérieur (fixe);
- si la production est requise ou facultative.

La ventilation de l'ESP totale ne sera plus effectuée par produit, mais entre quatre catégories reflétant la latitude donnée aux agriculteurs pour leurs décisions de production dans le cadre des différentes mesures:

- Transferts au titre d'un seul produit (TSP);
- Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP);
- Transferts au titre de tous les produits (TTP);
- Autres transferts aux producteurs (ATP).

Définitions des catégories dans la classification des mesures de l'ESP

Soutien des prix du marché (SPM) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures créant un écart entre les prix sur le marché intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une augmentation du prix imposé par les producteurs et payé par les consommateurs. Le montant total de l'aide augmente à mesure que les volumes produits augmentent. Le SPM est la seule forme d'aide qui a un impact simultané sur la production et la consommation d'un produit. Le SPM est aussi disponible par produit.

Paiements au titre de la production : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Paiements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants à la ferme :

- utilisation d'intrants variables - paiements réduisant les coûts à la ferme d'un intrant variable particulier ou d'un ensemble d'intrants variables;
- formation de capital fixe - paiements réduisant le coût des investissements dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration du sol;
- services à la ferme - paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus avec obligation de produire.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la récolte en cours (i.e. fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la période en cours (i.e. fondées sur un niveau antérieur ou fixe). La production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

- Taux variables : le taux de paiement varie en fonction des prix des extrants ou des intrants courants.
- Taux fixes : les taux des paiements ne varient pas en fonction de ces paramètres.

Paiements selon des critères non liés aux produits : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur :

- Le retrait de ressources à long terme : transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements de cette sous-catégorie se

distinguent de ceux nécessitant le retrait des ressources à court terme, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base.

- La production d'autres produits que les produits de base : transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles destinées à la production de biens et services spécifiques autres que des produits de base. Ces transferts ne sont pas requis conformément à la réglementation en vigueur.
- D'autres critères non liés au produit de base : transferts accordés également à tous les agriculteurs, comme un taux uniforme ou un versement forfaitaire.

Paiements divers : transferts de contribuables aux agriculteurs et pour lesquels on ne dispose pas suffisamment de renseignements pour les répartir entre les catégories appropriées.

Définitions des indicateurs de soutien de l'OCDE

La classification des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories: transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de politique de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

ESP exprimé en pourcentage : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (soutien compris).

Transferts au titre d'un seul produit (TSP) : transferts qui découlent des mesures liées à la production d'un seul produit, de sorte que le producteur doit produire le produit désigné pour recevoir le transfert. Les transferts découlent également de mesures plus larges qui prévoient des paiements précis par produit. L'indicateur TSP existe aussi par produit.

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : transferts qui découlent de mesures prévoyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste désignée. En d'autres termes, un producteur peut produire un ensemble de produits figurant sur la liste des produits admissibles et recevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : transferts qui découlent de mesures qui n'imposent aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : transferts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien, et les recettes agricoles brutes (à la ferme) évaluées au prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen reçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNPP est également calculé par produit.

Estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : transferts aux services d'intérêt général au secteur agricole pris collectivement (comme la recherche et le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent de mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole, le revenu agricole ou la consommation des produits agricoles.

Contrairement aux transferts ESP et ESC, ces transferts ne sont pas remis aux producteurs ou aux consommateurs individuellement et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles (revenu) ou les dépenses de consommation. Toutefois, ils peuvent avoir une incidence sur la production et la consommation de produits agricoles.

ESSG : part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien au consommateur (ESC) : transferts aux (des) consommateurs de produits agricoles, découlant de mesures qui soutiennent l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés au pays (transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré après déduction des transferts aux consommateurs destinés à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit particulier (transferts des contribuables aux consommateurs), et la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits

végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (coût supplémentaire pour l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique les transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite ou des paiements, cet indicateur n'est pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

ESC en pourcentage : rapport entre la valeur totale des dépenses de consommation de denrées produites localement et la valeur de la consommation totale, moins l'aide budgétaire aux consommateurs. Ce pourcentage mesure la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positif) sur les consommateurs en tant que partie des dépenses de consommation à la production.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitation) et leur valeur aux prix à la frontière.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Estimation du soutien total (EST) : transferts des contribuables et des consommateurs qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, peu importe leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole et le revenu, ou la consommation de produits agricoles.

L'estimation du soutien total représente la somme des transferts suivants :

- 1) Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières des producteurs (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- 2) Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- 3) Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG);
- 4) Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Étant donné que les transferts des consommateurs aux producteurs sont inclus dans le SPM, l'EST représente également la somme de l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux consommateurs (dans l'ESC). L'EST mesure le coût global du soutien à l'agriculture financé par les

consommateurs (transferts des consommateurs) et les contribuables (transferts des contribuables), déduction faite des revenus d'importation (revenus budgétaires).

L'EST en pourcentage : part du soutien total à l'agriculture sur le produit intérieur brut (PIB).

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien en leur faveur. De même, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement attribué aux producteurs conformément à cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP « brute » permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures stratégiques agricoles taxent par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures - i.e. lorsque seulement des mesures économiques générales sont appliquées. L'exemple type du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et se traduisant par un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)

L'ESP est une mesure statique de soutien offerte aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (par ex, une année ou une campagne) et qui est définie par des conditions macroéconomiques globales et des politiques économiques générales.

Par exemple, le soutien à l'agriculture serait nul si seulement des politiques économiques générales étaient en vigueur et qu'aucune politique spécifique ne viendrait modifier la transmission des conditions macroéconomiques générales au secteur agricole. Dans de telles situations, le total des recettes agricoles courantes serait obtenu entièrement sur le marché en l'absence de transferts aux agriculteurs liés aux politiques, il s'agit là d'un cas extrême.

Ainsi, un pourcentage de 60 % de l'ESP, par exemple, représente la portion des transferts aux producteurs agricoles par rapport à la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurées par l'ESP), ou la partie des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Ainsi, 40 % des recettes agricoles brutes sont obtenues sur le marché en l'absence de toute forme d'aide.

Lorsque le coefficient d'aide nationale aux producteurs est égal à un, cela signifie que les recettes agricoles brutes sont obtenues entièrement sur le marché, sans aucune aide

budgétaire. Par conséquent, plus le coefficient d'aide nominale aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes obtenues sur le marché est petite. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2 50 indique que la valeur des recettes agricoles brutes correspond à deux fois et demi ce qu'elles devraient être si les recettes étaient obtenues entièrement aux prix du marché mondial, en l'absence du soutien d'une politique.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) et coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)

Un pourcentage de -60 % de l'ESC signifie que 60 % des dépenses de consommation totales en produits agricoles représente un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la partie des dépenses de consommation créée par les politiques.

Lorsque le CNS aux consommateurs est égal à un, cela signifie que les dépenses de consommation totales en produits agricoles sont au prix du marché, sans aide aux producteurs et consommateurs. Par conséquent, plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2 50 indique que les dépenses du consommateur sont deux fois et demi ce qu'elles devraient être si elles étaient entièrement guidées par les prix des marchés mondiaux, en l'absence d'aide budgétaire aux consommateurs.

Calcul du soutien des prix du marché (SPM)

Le soutien des prix du marché est calculé seulement lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macroéconomiques générales aux producteurs agricoles et créent un écart de prix s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

L'ESSG et l'EST en pourcentages

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture dans le soutien total à l'agriculture (EST), et ainsi elle indique le pourcentage relatif des transferts qui font partie de l'EST et de l'ESSG dans chaque pays.

Toute autre chose étant égale, plus le pourcentage de l'ESSG est faible, plus la part des transferts ESP est élevée dans le cadre du soutien total à l'agriculture, et plus les répercussions associées à la production et aux échanges commerciaux sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part de l'aide totale à l'agriculture à l'intérieur du PIB d'un pays ou la part du revenu national utilisé pour aider l'agriculture. Elle est tributaire de l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Par conséquent, plus le pourcentage de l'EST est élevé, plus importante est la part de revenu national utilisé pour aider l'agriculture.

Note : Afin d'améliorer la comparabilité et la cohérence de l'information rapportée sous l'ESSG pour les différents pays, l'OCDE entreprend présentement une étude qui va permettre de revoir les programmes et politiques présentement rapportées sous l'ESSG et d'examiner s'ils sont classifiés correctement. Cette étude cherchera aussi à cerner toutes les lacunes importantes au niveau de l'information rapportée sous l'ESSG. Basée sur cette récente étude, on s'attend à ce, que l'OCDE développe une nouvelle méthodologie pour le calcul de l'ESSG.